

Liaisons téléphoniques outre-mer : Ottawa doit obtenir des concessions, dit Sirois

MAURICE JANNARD

Avant d'ouvrir les liaisons téléphoniques à la concurrence internationale, le Canada doit obtenir des concessions équivalentes de la part du gouvernement américain.

Interrogé hier par des journalistes après un discours devant l'Association des femmes en communication, M. Charles Sirois, président du conseil et chef de la direction de Téléglobe Inc., a expliqué les raisons qui ont poussé la direction de l'entreprise à demander au gouvernement fédéral de mettre fin au monopole de celle-ci dans le service outre-mer.

« Nous devons obtenir des chances égales », a dit M. Sirois.

La fin du monopole sur les appels outre-mer signifie que toutes les compagnies canadiennes de téléphone pourront offrir ce service également, c'est-à-dire les compagnies de Stentor qui regroupe Bell Canada et d'autres opérateurs régionaux, de même qu'Unitel et Sprint Canada.

Ces deux dernières appartiennent à des entreprises américaines. AT&T dans le cas d'Unitel et Sprint dans le cas de Sprint Canada.

Le président de Téléglobe affirme que s'il perd 30 p. cent de son marché au profit des Américains, il devra obtenir 2,5 p. cent du marché des États-Unis pour maintenir ses revenus.

Celui-ci demande au gouvernement canadien d'être ferme vis-à-vis des Américains. Le géant AT&T a posé souvent des objections à la venue d'entreprises canadiennes dans le marché américain.

Charles Sirois affirme que la croissance de Téléglobe passe par la fin du monopole qui lui a été accordé en 1992 pour cinq ans.

Conserver le statut actuel signifie la poursuite des efforts de rationalisation, ce qui n'est pas à l'avantage des employés, des clients ni des actionnaires.

« Le Canada est trop petit pour Téléglobe maintenant. Nous voulons sauter la clôture et sortir du pays. En revanche, le Canada ne peut rester protectionniste. Nous ne pouvons demander aux autres de s'ouvrir et nous, rester fermés. »

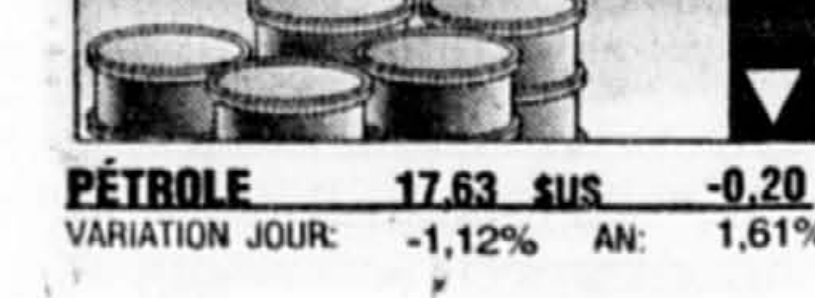
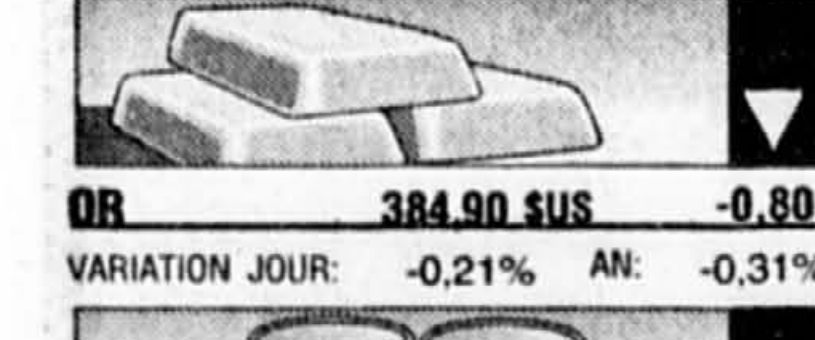
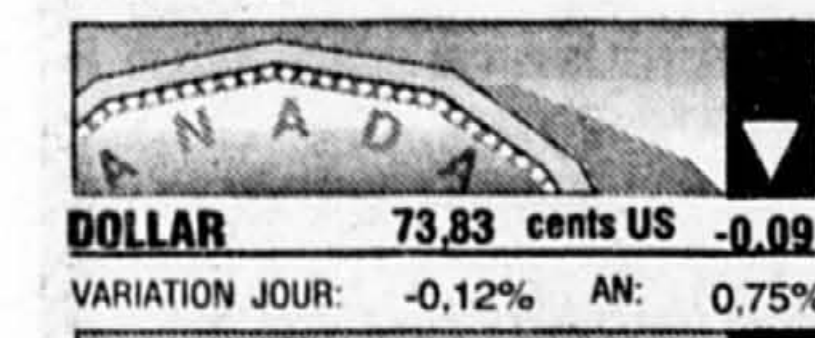
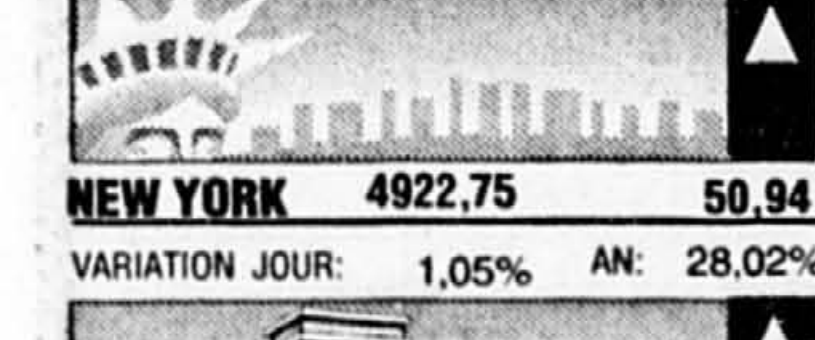
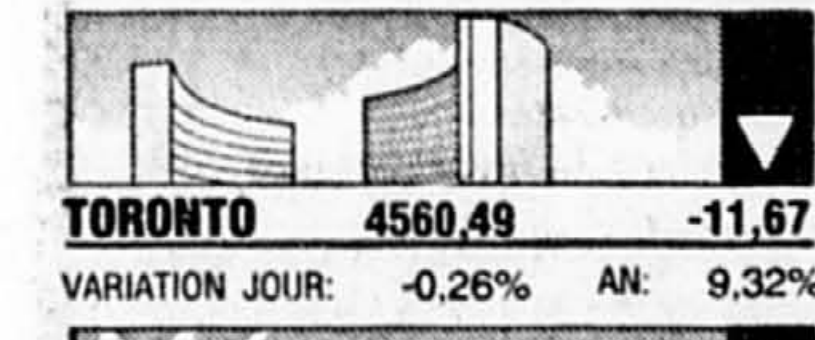
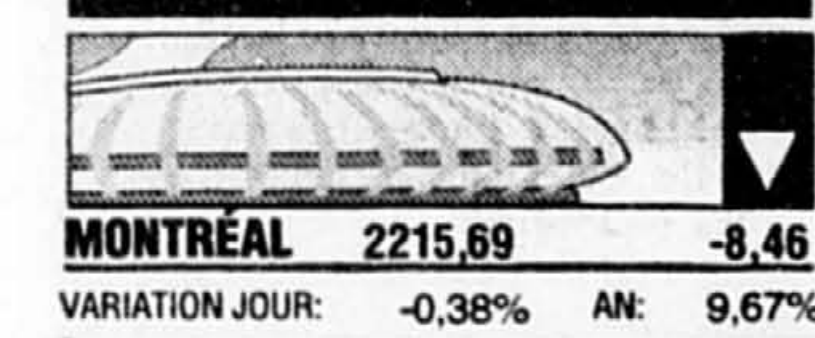
Pour procéder au changement, Ottawa devra amender la loi de Téléglobe qui date de 1987.

M. Sirois note que la société ne peut vendre d'actif avec la législation actuelle. Il est interdit à d'autres entreprises de télécommunication d'être actionnaire de Téléglobe Canada et les sociétés étrangères sont limitées à 20 p. cent du capital de la société-mère.

« Il faut alléger la réglementation. »

Une autre condition demandée avant de mettre fin au statut de monopole est qu'Ottawa fixe une période de transition avant de permettre aux compagnies du groupe Stentor de faire concurrence à Téléglobe.

INDICES



La famille Pouliot écarte Cogeco

PAUL DURIVAGE

La famille Pouliot, l'actionnaire majoritaire de CFCF Inc., n'est pas intéressée à vendre ses actions, sous aucune condition, tant que se poursuivent les discussions avec le Groupe Vidéotron.

Jean A. Pouliot répond ainsi à Cogeco Câble qui disait en début de semaine préparer une offre publique d'achat pour l'ensemble des actions de CFCF et insistait des lors pour les négociations avec Vidéotron soient suspendues pour ne pas modifier de façon significative son actif ou ses affaires.

Dans la mise au point diffusée hier et qui ne laisse aucune avenue à Cogeco pour une OPA, Jean A. Pouliot, confirme d'autre part que les discussions avec Vidéotron se poursuivent toujours à l'heure actuelle.

Les porte-parole de Cogeco

Câble n'étaient pas encore prêts à commenter cette rebuffade, hier soir.

L'offre éventuelle de Cogeco, de l'ordre de 234 millions de dollars était conditionnelle, rappelons-le, à l'obtention d'au moins 90 p. cent des actions en circulation de chaque catégorie. Cogeco Câble se faisait fort d'avoir déjà en poche 9,5 p. cent des actions subalternes.

Or, par l'entremise de sociétés familiales qu'il contrôle, Jean A. Pouliot détient actuellement la totalité des actions à vote multiple de CFCF Inc. et environ 20 p. cent des actions subalternes à droit de vote, ce qui représente 65 p. cent des droits de vote. Toute OPA doit d'abord lui être acceptable pour que les actions à droit de vote multiple soient converties en ordinaires, précise clairement la convention d'actionnaires.

Le marché doutait d'ailleurs de l'aboutissement de l'OPA. Le titre de CFCF, pour lequel la filiale de cablodistribution de Cogeco se disait prête à payer 18,50 \$ pièce (dont 10 \$ comptant), a bondi sur la nouvelle mais n'a jamais dépassé les 17,25 \$ depuis. L'action de Cogeco Câble chutait pour sa part de 8,87 à 8,12 \$.

De bonnes sources, on souligne que la conclusion de la transaction avec Vidéotron était imminente avant que Cogeco Câble ne vienne jouer les trouble-fête. CFCF veut mettre la main sur Télé-Métropole tandis que Vidéotron souhaite avaler CF Cable.

Cogeco affirmait que la transaction projetée « n'est peut-être pas dans le meilleur intérêt » du public et des actionnaires en plus de « risquer de soulever des problèmes réglementaires importants ». Selon lui, les actionnaires doivent être consultés à cet égard. D'autres porteurs de blocs importants lui auraient exprimé des préoccupations semblables.

Selon les analystes, Cogeco, outre de vouloir protéger ou même faire fructifier son placement récent dans CFCF, veut sa place à la table où se discute le partage du gâteau. Cogeco a un intérêt particulier pour Télévision Quatre-Saisons dont elle est le diffuseur à Sherbrooke et Trois-Rivières ou elle exploite également des stations affiliées à Radio-Canada.

Si l'échange se concrétise comme prévue, CFCF deviendra le plus important télédiffuseur au Québec avec jusqu'à quatre réseaux rivaux, TVA, CTV, TQS et Global, dans un même marché. Vidéotron consolidera pour sa part sa position de numéro un québécois et deviendrait le deuxième cablodistributeur au pays.

Wall Street fait un pied de nez à Washington

La Presse

Alors que l'impasse budgétaire persiste à Washington, la Réserve fédérale américaine (Fed) a décidé de laisser les taux d'intérêt inchangés à l'issue de sa réunion hier. Entretiens, Wall Street faisait fi de l'incertitude politique et établissait un nouveau record.

La moyenne des valeurs industrielles Dow Jones a franchi pour la première fois le seuil des 4900 points pour s'établir à 4922,75 points, après un gain impressionnant de 50,94 points.

Les analystes attribuent cette hausse à des facteurs techniques et aux anticipations que la Fed pourrait abaisser les taux le mois prochain.

En outre, le secrétaire américain au Trésor, M. Robert Rubin, a confirmé qu'il avait eu recours à deux fonds de retraite des fonctionnaires fédéraux pour éviter que les États-Unis ne se retrouvent en défaut de paiement. Le Trésor, qui doit rembourser un montant de 102 milliards cette semaine à ses créanciers, va piger un total de 61,3 milliards dans les fonds des employés de l'État.

Pour le reste, les marchés sont demeurés passablement calmes, les investisseurs préférant demeurer à l'écart tant que la crise budgétaire persiste. Le dollar américain a perdu un peu de terrain face au yen et au mark allemand, tandis que les obligations demeuraient inchangées.

Les analystes avaient prédit que la Fed attendrait la fin de la crise entre le Congrès et la Maison-Blanche avant d'assouplir de nouveau sa politique monétaire. L'économie américaine donne des signes d'essoufflement depuis le début du quatrième trimestre, alors que la production industrielle a enregistré une baisse de 0,3 p. cent en octobre. Les experts croient que les taux devront baisser avant la fin de l'année.

Le taux interbancaire au jour le jour, la principale arme d'intervention de la banque centrale américaine sur le marché du crédit à court terme, demeure pour le moment à 5,75 p. cent.

Chez nous, la Banque du Canada a dû intervenir à deux reprises pour diminuer la pression à la hausse sur les taux d'intérêt. La Banque centrale a injecté des liquidités dans le système, réaffirmant son intention de maintenir son taux au jour le jour dans la fourchette 5,75-6,25 p. cent.

Le dollar canadien a perdu neuf centimes à 73,83 cents US dans un marché peu actif. Des analystes attribuent ce repli à une nouvelle d'un quotidien, niée par le Bloc québécois en fin de journée, annonçant que Lucien Bouchard succéderait à Jacques Parizeau comme premier ministre au Québec.

Légère hausse de l'indicateur avancé

Presse Canadienne
OTTAWA

L'indicateur avancé a enregistré une légère hausse de 0,1 pour cent en octobre, la première depuis mars dernier, a indiqué hier Statistique Canada.

Une hausse des ventes de biens durables, comme les automobiles, donne des signes encourageants d'un raffermissement au cours des derniers mois.

La demande pour des produits manufacturiers comme les meubles et les appareils ménagers est restée faible. Les mises en chantier ont de nouveau diminué le mois dernier après un recul des ventes de maisons en septembre.

Des dix composantes de l'indice, quatre ont connu une baisse. Une d'entre elles — la durée moyenne de la semaine de travail — est demeurée stable.

Bien que la demande soit restée faible au Canada, les exportations de produits industriels ont progressé. « Les composantes-clés pour nos exportations demeurent à la valeur positive alors que la croissance aux États-Unis a repris fortement au troisième trimestre », note l'agence fédérale.

L'indice composite est calculé à partir d'un ensemble de composantes économiques comprenant entre autres la Bourse de Toronto et les ventes au détail. Il permet de faire des prévisions sur la croissance économique au cours des six ou neuf prochains mois.

DOSSIER



La forte concurrence a attaqué la rentabilité des diffuseurs, dont la petite mine d'or qu'était TM à ses beaux jours.

La publicité craint la concentration qui s'annonce

RICHARD DUPAUL



Québec.

L'industrie publicitaire attend avec une certaine appréhension l'issue des tractations entre CFCF, Vidéotron et le nouveau venu Cogeco, alors qu'on redoute les effets d'une plus grande concentration dans le milieu de la télédiffusion au Québec.

On craint surtout que la réunion probable de Télé-Métropole, Télévision Quatre-Saisons et de CFCF sous un même toit — CFCF Inc. — ne réduise le pouvoir de négociation des annonceurs et entraîne une remontée des tarifs publicitaires après quelques années de répit.

« C'est sûr que ça pourrait affecter les négociations et ça risque de faire augmenter les coûts de la pub, surtout pour les petits annonceurs », affirme M. Pierre Delagrave, vice-président exécutif médias et recherche chez Cossette Communications Marketing, qui représente des annonceurs aussi prestigieux que McDonald, Bell Canada, General Motors et la Banque Scotia.

M. Charles Choquette, président de Paul Martel Inc., une firme spécialisée dans le placement-média, comprend que les trois groupes de communication sont guidés par des impératifs financiers. « Mais des gens vont payer la note, ce sont les clients (annonceurs) », dit-il.

À l'Association canadienne des annonceurs (ACA), dont les membres représentent environ 80 p. cent des investissements en publicité nationale au Canada, on hésite à prendre position dans un débat dont on ignore encore la conclusion. Cependant, le vice-président principal de l'organisme, M. Maurice Brisebois, reconnaît que la situation est préoccupante. « Plus il y a de diffuseurs, mieux c'est », dit-il.

Par contre, certains publicitaires soulignent que la forte concurrence a atta-

qué la rentabilité des diffuseurs, dont la petite mine d'or qu'était TM à ses beaux jours. En ce sens, si la santé de certains joueurs s'améliore après un regroupement, la qualité du produit télévisuel peut en bénéficier, souligne M. Alain Tardy, vice-président des services médias chez Marketel, qui demeure néanmoins craintif à l'idée d'une plus grande concentration.

Dynamique différente
Selon les données du Publicité Club de Montréal, on évalue le marché de la publicité à environ 2,3 milliards de dollars au Québec, toutes formes confondues. Maclean Hunter Research estime que la part de la télévision varie entre 15 et 18 p. cent, bon an mal an, ce qui donnerait un marché pour la télé de 350 ou 400 millions.

Avec l'avènement de TQS, en plus des ennuis éprouvés par la radio MA et la multiplication des nouveaux médias (télé spécialisée, affichage, etc.), on a assisté à une fragmentation de la tarte publicitaire. Le bouleversement du paysage publicitaire, conjugué aux efforts accrus des chaînes publiques (Radio-Canada et Radio-Québec) pour attirer les annonceurs, ont entraîné une concurrence plus grande entre les télédiffuseurs... au grand plaisir des annonceurs.

Au pire de la guerre des tarifs, il y a environ trois ans, les prix de la publicité télévisée avaient baissé de 10 à 20 p. cent selon les cas, souligne M. Choquette. Or, depuis quelque temps, les choses se sont stabilisées et les tarifs ont même tendance à grimper, disent les experts.

M. Pierre Arthur, vice-président média de la firme BCP, ne se préoccupe pas uniquement de la hausse des tarifs. Le responsable appréhende également l'érosion du « dynamisme commercial du milieu ».

M. Arthur précise que la concurrence a amené les réseaux à travailler plus étroitement avec les annonceurs et les publicitaires et à former de véritables « partenariats ». Cela a permis une plus grande flexibilité dans la diffusion de la publicité et des débouchés en matière de promotion et de commandite.

Mentionnons notamment certaines

commandites à succès, comme les gâteaux Vachon (Culinar) et La Petite Vie, ou les nombreuses « plugues » de marques qui sont introduites plus ou moins subtilement dans certaines émissions.

« La concurrence est le moteur de l'amélioration », rappelle M. Arthur, qui s'interroge pour sa part sur les effets éventuels de la concentration sur la qualité du produit télévisuel.

Le cas de la radio
Les experts donnent l'exemple de la radio et les effets de la création de Radiomédia sur le marché de la publicité.

« Durant la première année, on nous a joué du violon parce que le nouveau groupe (issu de la fusion entre Télémedia et Radiomutuel) était occupé à rationaliser ses activités. Mais cette année, on les sent plus fermes dans les négociations », dit M. Choquette. Résultat : les tarifs ont grimpé de 10 à 20 p. cent dans certaines stations.

« Dans certains marchés, comme Sherbrooke, Trois-Rivières ou Chicoutimi, on fait face à des monopoles. On n'a aucun pouvoir de négociation », soutient le responsable.

Parmi les spécialistes interrogés, la plupart croient que TQS survivra. En outre, certains se demandent si Cogeco, qui se spécialise dans la retransmission de signaux, a les compétences pour devenir un diffuseur.

M. Marc Osborne, porte-parole de General Motors, croit malgré tout que les grosses entreprises comme la sienne ont le poids nécessaire pour négocier des tarifs avantageux auprès des réseaux, quoi qu'il advienne de TQS, TM ou de CFCF.

De son côté, Mme Sylvie Bourget, vice-présidente marketing pour les Aliments Ultima (Yoplait), souligne qu'un vent de consolidation balaie plusieurs industries. Le secteur de la télévision peut donc difficilement y échapper. « Avec la pénétration toujours plus grande des chaînes américaines, (un rapprochement TQS, TM et CFCF) est peut-être une évolution nécessaire pour protéger la télévision québécoise », conclut-elle.

Les taux d'intérêt

	DÉPÔTS À COURT TERME					DÉPÔTS À LONG TERME					HYPOTHÈQUES RÉSIDENTIELLES									
	Min.	60j.	90j.	120j.	180j.	Min.	1 an	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans	Var.	6 m. o.	6 m. f.	1 an o.	1 an f.	2 ans	3 ans	4 ans	5 ans
BANQUES																				
B. HongKong du Canada	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
B. Nationale du Canada	1,000	4.88	5.00	5.00	5.13	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
B. République Nat. de Ny	50,000	5.15	5.15	5.60	5.60	50,000	5.65	5.90	6.20	6.45	6.60	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Banque Comm. Italienne	5,000	r5.13	r5.13	r5.13	r5.25	1,000	5.55	6.00	6.15	6.40	6.80	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Banque Laurentienne	10,000	5.13	5.13	5.13	5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Banque Nationale de Grèce	5,000	5.13	5.25	5.25	5.63	1,000	5.75	6.25	6.38	6.50	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Banque Royale	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	500	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Banque Scotia	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	500	5.50	6.00	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Banque Toronto Dominion	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	7.75	-	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Banque de Montréal	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Fédération des Caisses de Mt	0	-	-	-	-	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
CIBC	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
FIDUCIES																				
Canada Trust	5,000	r5.13	r5.13	r5.13	r5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	-	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Fiducie Cdn. Italienne	5,000	r5.13	r5.13	r5.13	r5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Fiducie Desjardins	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Fiducie Métropolitaine	5,000	r5.13	r5.13	r5.13	r5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Fiducie SunLife	10,000	5.00	5.13	5.25	5.25	1,000	5.88	6.00	6.25	6.50	6.75	-	8.13	7.63	8.88	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Groupe Investors	0	-	-	-	-	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Groupe La Mutuelle	0	-	-	-	-	0	-	-	-	-	-	-	-	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
La Maritime	0	-	-	-	-	5,000	r5.25	r5.50	r5.75	r6.00	r6.25	-	-	-	-	-	-	-	-	-
London Life	2,500	-	-	-	-	10,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Montréal Trust	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	500	5.50	6.00	6.13	6.38	6.75	7.75	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Trust Général	1,000	4.88	5.00	5.00	5.13	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Trust Bonaventure	5,000	4.75	4.75	4.75	5.00	1,000	5.75	6.13	6.25	6.50	6.75	-	-	-	-	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Trust Capital	5,000	r5.30	r5.30	r5.30	r5.45	5,000	6.00	6.35	6.50	6.70	7.05	-	9.50	-	9.50	8.50	8.75	9.00	9.00	9.00
Trust Household	5,000	5.13	5.13	5.13	5.25	500	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Trust National	1,000	r5.13	r5.13	r5.13	r5.50	500	5.63	6.13	6.25	6.50	6.88	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Trust Prêt et Revenu	5,000	5.25	5.25	5.25	5.38	500	5.50	5.88	6.25	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Trust Royal	5,000	5.13	r5.13	r5.13	r5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	8.13	7.63	8.75	7.75	8.00	8.25	8.50	8.70
Trust La Laurentienne	3,000	5.13	5.13	5.13	5.25	1,000	5.50	5.88	6.13	6.38	6.75	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Les taux sont fournis par les services financiers Canex. Les données sont recueillies le mercredi matin.

Les abréviations suivantes sont: 'j.' = jour, 'Min.' = placement minimum, 'm.' = mois, 'o.' = hypothèque ouverte, 'f.' = hypothèque fermée, 'r' = dépôts rachetables.

Nombre record de nuitées de voyageurs d'outre-mer

Presse Canadienne
OTTAWA

■ Le Canada a connu un nombre record de séjours d'une nuit ou plus de la part de voyageurs d'outre-mer en septembre, confirmant une tendance à la hausse depuis maintenant trois ans.

Selon les données recueillies par Statistique Canada, ces voyageurs ont effectué

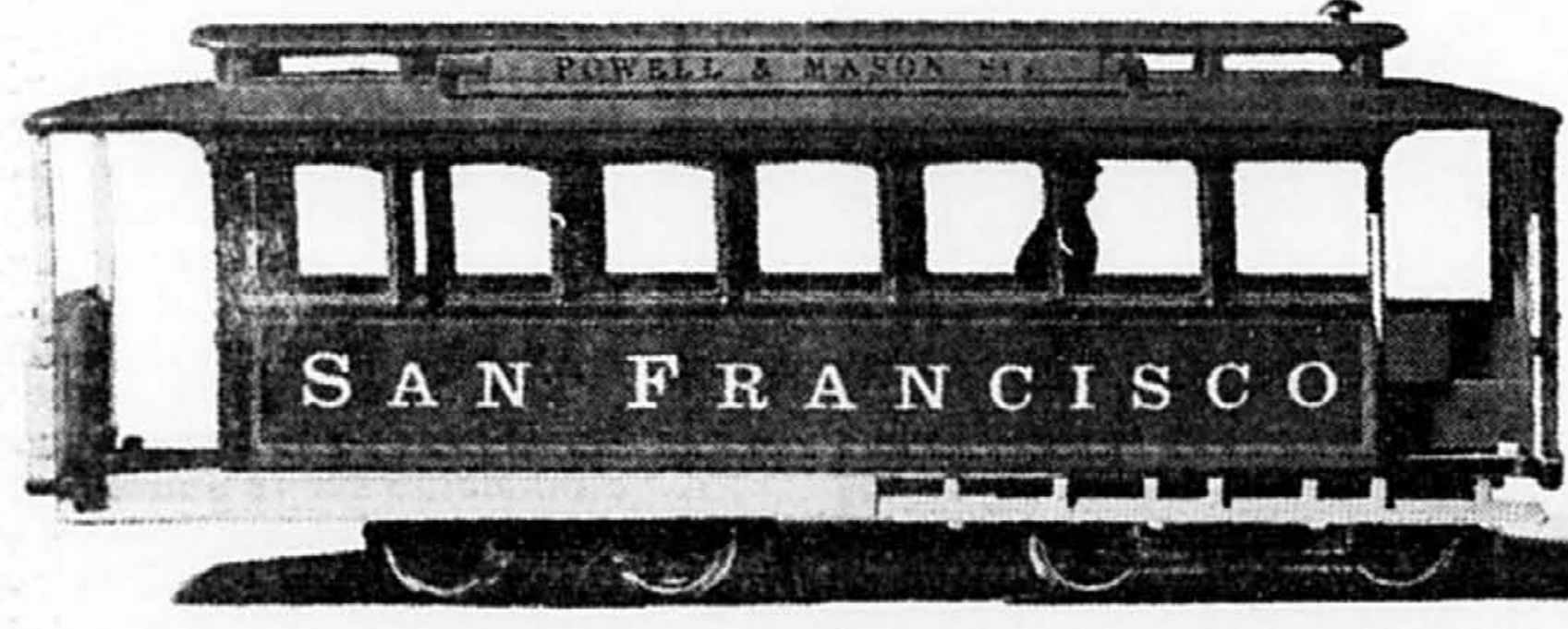
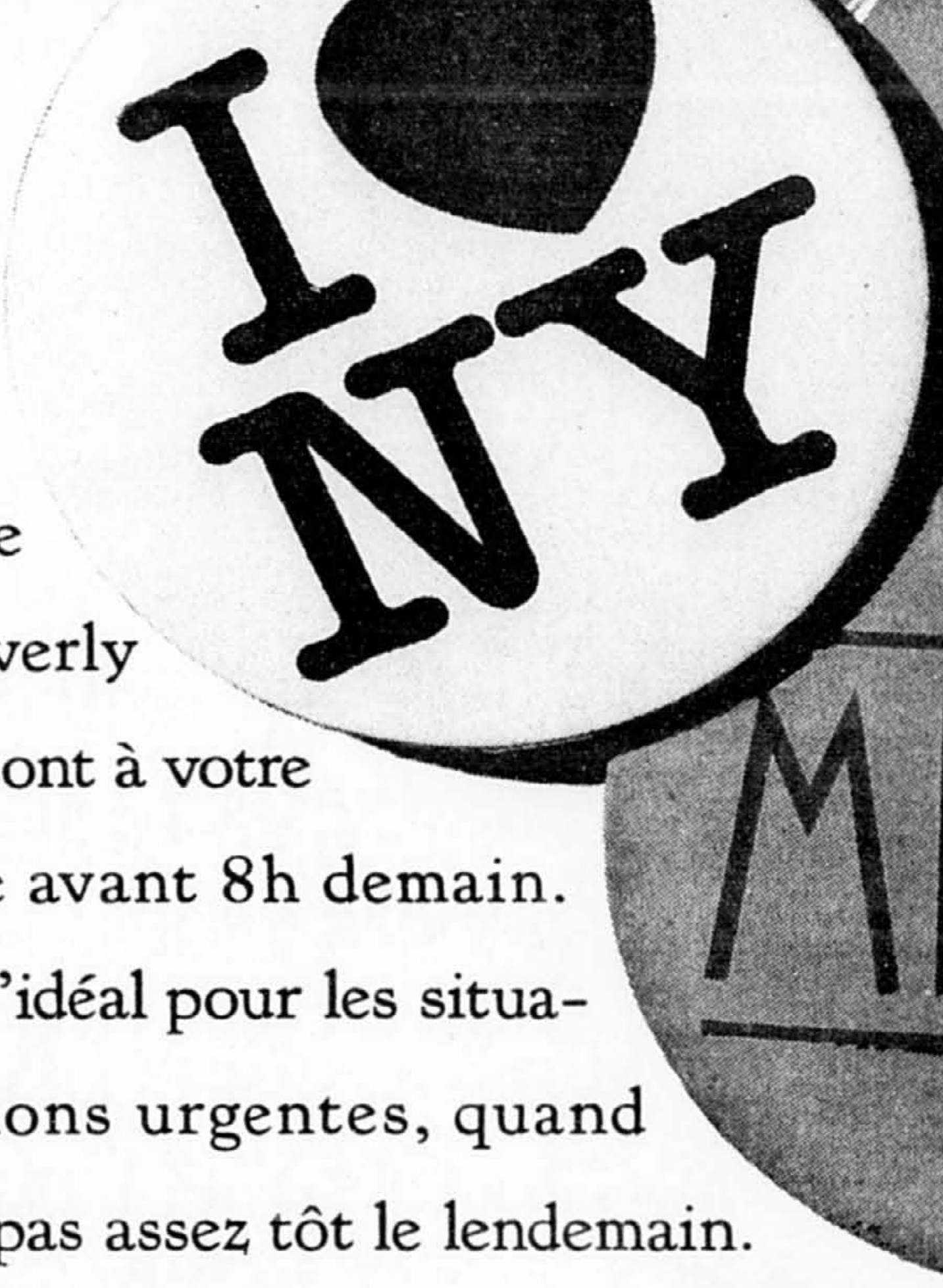
343 000 séjours d'une nuit ou plus, une hausse de 1,7 pour cent par rapport au mois d'août.

Les voyageurs en provenance d'outre-mer restent plus longtemps au Canada que nos voisins américains en visite chez nous (9 nuits plutôt que 3). De plus, ils dépensent trois fois plus que ces derniers, soit une moyenne de 1047 \$ par séjour plutôt que 358 \$ pour les Américains.

Les visiteurs en provenance de pays autres que les États-Unis représentent une fraction de plus en plus importante du nombre de voyageurs qui passent au moins une nuit au Canada. En septembre, ces visiteurs représentaient 24 pour cent du total des visites, comparativement à 5 pour cent en 1972. Par ailleurs, le nombre d'Américains qui viennent au Canada pour y séjourner au moins une nuit a atteint 1,1 million en septembre.



UPS présente le tout nouveau service matinal « Early AM » vers les États-Unis. Pour la première fois, plus de 1300 villes américaines, de Boston à Beverly Hills, sont à votre portée avant 8h demain. C'est l'idéal pour les situations urgentes, quand votre service de courrier habituel ne livre pas assez tôt le lendemain.


Un seul courrier vous offre l'Amérique avant 8h demain.

Notre procédé de dédouanage électronique accélère la livraison de votre colis. Notre réseau de dépistage cellulaire surveille son trajet du départ au Canada jusqu'à l'arrivée aux États-Unis. Et UPS confirme par téléphone l'heure de livraison et le nom de la personne qui l'a reçu. Lorsque votre envoi urgent doit se rendre plus tôt que prévu chez nos voisins du sud, composez le 1 800 7425-UPS.

Demain matin, soyez en Amérique quand les affaires commencent. Sinon, elles commenceront sans vous.




Commanditaire officiel de l'équipe olympique canadienne

Les clients de la BN à la veille d'effectuer des transactions sur PC

LISA BINSSE

■ Dès la semaine prochaine, les clients de la Banque Nationale, qui ont un ordinateur muni d'un modem, pourront effectuer rapidement et en toute sûreté leurs transactions bancaires, sauf un retrait ou un dépôt bien sûr, de la maison. C'est la première à offrir ce genre de service au Québec.

La banque a lancé hier Le Guichet personnel, un tout nouveau logiciel qui permettra à ses clients de gérer leurs comptes bancaires bien au chaud à la maison. Ils pourront transférer des fonds, payer leurs factures, vérifier l'état de tous leurs comptes et vérifier les toutes dernières transactions.

M. Denis Payette, directeur de projet, précise que chaque client disposera d'un code de confidentialité, semblable à un nip (numéro d'identification personnel). Toutefois les données transmises ne sont pas encodées.

Ce nouveau service constitue en quelque sorte le prolongement de la stratégie mise de l'avant par la banque pour profiter des nouvelles technologies et des multiples possibilités qu'elles offrent, d'expliquer M. Richard Carter, premier vice-président Gestion de produits. Il assure que ce nouveau service n'occasionnera pas de perte d'emploi à

la banque. Entre-temps, dit-il, la banque est en pleine réflexion sur Internet et regarde ce qui s'y fait avant de déterminer comment s'y positionner.

Le Guichet personnel, un logiciel pour les particuliers qui ne fonctionne que sur PC compatible IBM pour le moment, complète le service TelNat, qui permet de faire la gestion des comptes par téléphone ainsi que l'accès à différents services. Il y a un hic: il en coûtera 7,50 \$ par mois en frais d'utilisation pour effectuer les transactions par ordinateur. Cette somme s'ajoutera aux frais associés aux différentes transactions. Si un client en effectue plusieurs en même temps, ce sera considéré comme une seule transaction. Une partie des services TelNat sont gratuits et les particuliers versent 2 \$ par mois pour le service de réponse vocale interactif.

Le Guichet personnel, offert en français et en anglais, coûtera environ 40 \$. Il fera partie de l'emballage du Gestionnaire financier, un logiciel conçu et distribué par Informatix 2000 et qui permet la gestion des finances personnelles.

IBM est aussi du coup. Dans le cadre d'une campagne de promotion d'environ deux mois et demi, la société dotera quatre modèles de ce logiciel.

NOMINATION



Gilles Derive

M. Charles Langlois, président de LIV-TRANS LTÉE, a le plaisir d'annoncer que M. Gilles Derive s'est joint à son entreprise, après plusieurs années à l'emploi des Courtiers en douanes Denpha Inc.

M. Derive a été nommé au poste de Directeur, Consultation en douanes de la compagnie LIV-TRANS LTÉE.

J2310705

AVIS DE NOMINATION



YVES CHARBONNEAU, F.I.C.A., F.S.A.

La Compagnie d'assurance Standard Life a le plaisir de vous annoncer la nomination de M. Yves Charbonneau, F.I.C.A., F.S.A., au poste de vice-président, développement des produits, assurance individuelle. M. Charbonneau relève de Mme Nicole St-Amour, première vice-présidente, finances.

Titulaire d'un diplôme en mathématiques de l'Université de Montréal, M. Charbonneau possède le titre de Fellow de l'Institut canadien des actuaires et de la Society of Actuaries. Fort de 25 années d'expérience, il sera chargé de toutes les activités de développement des produits d'assurance individuels. Il lui incombera également de veiller aux activités de développement de toutes les gammes de produits destinées à nos opérations aux Bermudes.

Établie au Canada depuis 1833, la Standard Life gère un actif de 82 milliards \$ à l'échelle mondiale. La compagnie possède des bureaux à travers le Canada et offre une vaste gamme de produits d'assurance et de services financiers aussi bien aux particuliers qu'aux collectivités. Les cotes triple A attribuées à la Standard Life par Moody's et Standard & Poor's témoignent de la solidité financière de la compagnie.

STANDARD LIFE

De Beers

Un diamant sans pareil.

Micheline C. Epstein

Un bijoutier sans pareil

- Service vraiment supérieur
- Bas prix étonnants
- Et un p'tit cadeau pour vous — aucune taxe!

Micheline C. Epstein

BIJOUTIER D'ESCOMPTÉ DIRECT

Votre rêve devient réalité!

5101, rue Buchanan, bureau 503, Montréal, Québec (Jean-Talon (Métro Namur) — Stationnement facile)
Tél.: (514) 345-0755

L'accroissement du bénéfice, objectif prioritaire de la société Stella-Jones

FRÉDÉRIC TREMBLAY
de la Presse Canadienne

■ La société Stella-Jones fait de l'accroissement de sa rentabilité sa priorité numéro un au cours des prochaines années.

En conférence de presse, hier à Montréal, les dirigeants de Stella-Jones ont indiqué qu'ils voulaient accroître le bénéfice avant impôts de l'entreprise à l'équivalent de 10 pour cent de ses revenus, et cela dans un délai de deux ans.

Au cours de l'exercice terminé le 30 juin dernier, ce rapport a été de 6,4 pour cent, compte tenu de bénéfices avant impôts de 4,1 millions sur des revenus de 65,2 millions.

Stella-Jones, qui tenait hier son assemblée générale annuelle des actionnaires, est un fabricant de poteaux destinés aux sociétés d'électricité

et de télécommunications. Dans son domaine, Stella-Jones, avec un effectif de 233 employés, est la plus importante entreprise au Canada.

La compagnie, qui a son siège social à Montréal, fabrique aussi des traverses de chemin de fer et des pilotis pour constructions maritimes.

Stella-Jones a subi d'importantes transformations ces dernières années en procédant notamment à l'acquisition de la division de la préservation du bois de Domtar, et en devenant l'an passé une société à capital ouvert inscrite à la bourse.

A moyen terme, Stella-Jones aimerait bien pouvoir réaliser des bénéfices représentant 15 pour cent de ses ventes, a fait savoir le président du conseil de la société, Tom Bruce Jones.

Pour atteindre cet objectif, l'entreprise a déjà pris certaines mesures, dont une réorganisation

administrative qui a eu pour effet de redistribuer les responsabilités au sein de deux unités : les divisions de l'Est et de l'Ouest. Aussi, on a implanté un système informatique de gestion pour améliorer l'efficacité du traitement de différentes données.

L'accent mis sur l'accroissement des marges bénéficiaires ne signifie pas pour autant que Stella-Jones met de côté les projets d'acquisitions ou d'expansion.

Au contraire, M. Jones ne cache pas que la société a actuellement des discussions en vue d'éventuelles acquisitions « au Canada et aux États-Unis ».

Le vice-président du conseil, Gianni Chiarva, précise à cet égard que les acquisitions envisagées par la société devront apporter une « valeur ajoutée » aux activités de la compagnie, et contribuer ainsi à accroître sa rentabilité.

CLAUDE PICHER



Gauche, droite

Les deux grandes centrales syndicales du Québec, FTQ et CSN, ont fait grand état cette semaine d'une entente qu'elles n'hésitent pas à qualifier d'historique.

Il s'agit d'une sorte de protocole de solidarité qui veut éliminer les nombreux irritants entre les deux centrales et, surtout, renforcer le mouvement syndical face au « vent de droite » qui déferlerait sur le pays.

Que la CSN et la FTQ décident de mettre fin aux stériles conflits intersyndicaux qui ont trop souvent ponctué l'actualité depuis des années (on n'a qu'à penser aux pénibles périodes de maraudage dans l'industrie de la construction), ce ne peut être considéré que comme une bonne nouvelle.

Mais, hélas, derrière cette entente persiste la vision éculée d'un univers manichéen, qui oppose une gauche généreuse, solidaire, égalitaire, progressiste, axée sur le partage et la justice, à une droite égoïste, insensible, réactionnaire, rétrograde, toute centrée sur le pouvoir de l'argent et les privilèges des riches.

C'est beaucoup trop simple. Le mouvement syndical, authentique instrument de progrès social il y a cinquante ans, ne peut plus, en 1995, se poser en champion de la « gauche » et stigmatiser aussi facilement la « droite ». Les notions de « gauche » et de « droite » se sont beaucoup évaporées depuis l'époque des combats héroïques.

Ainsi, le « vent de droite » qui indignait les leaders syndicaux serait personnifié par l'Ontarien Mike Harris et l'Albertain Ralph Klein. C'est vrai que les deux premiers ministres n'y sont pas allés de main morte pour redresser les finances publiques de leurs provinces. Mais ils ne sont pas les seuls : les néo-démocrates Harcourt, en Colombie-Britannique, et Romanow, en Saskatchewan, sont parvenus à équilibrer leurs budgets. Certes, cela leur a pris quatre ans, mais il leur a fallu, eux aussi, imposer de lourds sacrifices à leurs commettants. Tout comme, d'ailleurs, les gouvernements de Terre-Neuve, du Nouveau-Brunswick, du Manitoba. Et la plupart atteignent des sommets de popularité auprès du vrai monde.

La dette publique est telle qu'elle contribue à maintenir les taux d'intérêt élevés, compromet les investissements, crée du chômage, écrase les travailleurs qui s'arrachent le cœur pour payer leurs impôts. Elle nous précipite vers l'appauvrissement collectif et la tiers-mondialisation. Est-ce vraiment de « droite » que de vouloir mettre de l'ordre dans ce dossier purulent ?

Ce n'est pas plus clair du côté de la « gauche », à l'heure où il ne manque pas de syndicats qui ont tendance à basculer dans le corporatisme (dans le sens médiéval du terme, c'est-à-dire essentiellement préoccupé de préserver les privilèges et d'améliorer les conditions de ses membres, même si cela doit se faire au détriment de l'ensemble de la population).

Quand les cols bleus de la Ville de Montréal se livrent au vandalisme et à l'intimidation, quand ils prennent la population en otage pour faire avancer leur cause, quand leur syndicat défend un de ses membres ayant de très graves problèmes de comportement, quand ces cols bleus, dont les conditions de travail dorées font l'envie des autres travailleurs, continuent d'en réclamer encore et toujours plus sans manifester le moindre milligramme de considération pour la capacité de payer des contribuables égoïstes, quel qu'un pourrait-il me dire s'ils sont à droite ou à gauche ?

L'hiver dernier, sous un froid sibérien, les chauffeurs d'autobus de Laval ont débrayé sauvagement, sans avertissement, pour appuyer un camarade syndiqué qui tenait à porter un collier au cou en dépit des règlements de l'entreprise ! Comment peut-on parler de justice et de partage quand on laisse les gens ordinaires grelotter à vingt sous zéro pour une question aussi futile ? C'est ça, la gauche ? A moins que l'on ne parle de gauche dans son sens stalinien...

Les conventions collectives dans les secteurs de la santé et de l'éducation sont devenues de véritables monuments à la bêtise humaine. Vous avez tant d'années d'expérience reconnue ? Tant d'années d'ancienneté ? Tant d'années de scolarité ? Bing ! Vous valez tant. C'est la machine à saucisses qui décide. Les infirmières et les enseignants les plus dévoués et les plus dévoués, ceux qui se donnent la peine de prendre leur travail au sérieux, ceux qui ont encore le goût d'innover et de prendre des initiatives, sont payés exactement selon les mêmes échelles rigides que les tire-au-flanc et les incompetents. On peut difficilement imaginer pire système pour démotiver les plus vaillants et protéger les incapables (qui sont souvent, comme par hasard, ceux qui chialent le plus fort). C'est ça, le progrès social ?

Des milliers de jeunes chômeurs, instruits, déterminés, débrouillards, sont prêts à prendre la relève, mais se cognent le nez aux portes closes des entreprises où végètent, encrassés dans leur sacro-sainte ancienneté, des syndiqués protégés mur à mur par une convention collective blindée, et qui ont depuis longtemps dépassé leur niveau d'incompétence... mais pour qui il est hors de question de céder un iota de leurs privilèges. Comment peut-on parler de partage et de générosité dans ces conditions ?

Oh, certes, le mouvement syndical n'est pas pourri, loin de là. Il existe, dans les entreprises et la fonction publique, de nombreux militants dévoués et compétents, souvent bénévoles, qui forment un véritable rempart contre les abus patronaux.

Le mouvement syndical compte de nombreux leaders responsables et tout à fait sensibles aux défis énormes que posent la concurrence mondiale, la crise des finances publiques, les besoins en formation de main-d'œuvre, les problèmes de compétitivité. Des efforts énormes ont été faits pour civiliser les relations de travail.

Mais tout cela ne doit pas empêcher le mouvement de se poser de sérieuses questions. C'est bien beau de se gargariser de grands principes sur la solidarité sociale, de se réclamer d'une gauche progressiste et de tomber à bras raccourcis sur la « droite » ; mais, dans la vie de tous les jours, le citoyen ordinaire a des yeux pour voir et des oreilles pour entendre.

Il entend les revendications de syndiqués déjà munis de plantureuses conventions collectives. Il subit des grèves sauvages, déclenchées par des travailleurs mieux payés que lui. Il voit des policiers gras durs jouer aux travailleurs opprimés. Il tire ses conclusions. Faut-il se surprendre que, dans un récent sondage CROP-L'Actualité qui a fait beaucoup de bruit, les leaders syndicaux ne recueillent à peine plus d'estime que les politiciens ?



Gordon F. Cheesbrough



Robert L. Brooks

La Banque Scotia a le plaisir d'annoncer la création de Marchés de capitaux Scotia, une nouvelle unité d'investissement global intégrée. Cette unité sera responsable de l'ensemble des opérations de la Banque dans le secteur des produits dérivés, des opérations de change et sur métaux précieux, ainsi que des opérations de ScotiaMcLeod Inc. portant sur les titres de créance, le financement des grandes entreprises, les fusions et acquisitions, le service financier des sociétés et les services de courtage aux particuliers.

M. Gordon F. Cheesbrough occupera le poste de président du conseil et chef de la direction de Marchés de capitaux Scotia. Il cumulera ces nouvelles fonctions avec ses actuelles fonctions de président du conseil et chef de la direction de ScotiaMcLeod Inc., filiale en propriété exclusive de la Banque. Titulaire d'un baccalauréat en arts de l'Université de Toronto, M. Cheesbrough est membre du conseil d'administration de la Community Foundation of Metropolitan Toronto et l'un des directeurs du Conseil canadien des Chrétiens et des Juifs.

M. Robert L. Brooks, vice-président à la direction, services de banque d'investissement, sera chargé à ce titre de l'ensemble des opérations de trésorerie de la Banque, y compris les investissements, la gestion des taux d'intérêt et les opérations d'investissement effectuées pour son propre compte. Il sera responsable également des services de soutien auprès des unités Trésorerie globale, Interventions sur les marchés et auprès de ScotiaMcLeod Inc. M. Brooks est titulaire d'un baccalauréat en sciences de l'Université du Manitoba, et d'une maîtrise en sciences de l'administration de l'Université Western Ontario. Ancien président de l'Empire Club of Canada, il est l'un des directeurs du National Club.

Ces nominations, tout comme la création de Marchés de capitaux Scotia, témoignent du souci de la Banque Scotia d'assurer à sa clientèle Services de banque d'investissement des prestations de la plus haute qualité, en tirant profit au maximum de la synergie produite par l'action concertée de la Banque et de ScotiaMcLeod Inc.

Banque Scotia

GRANDE OUVERTURE • GRANDE OUVERTURE

OUVERTURE OFFICIELLE

SPECIAUX

Bénéficiez de différents spéciaux sur plusieurs articles en magasin !!!

TIRAGES

Plusieurs prix pour tous ceux qui auront visité le magasin lors de l'ouverture.

GRATUIT

Profitez des cours gratuits donnés par un professionnel du circuit québécois.

JEUDI, VENDREDI ET SAMEDI
23, 24 ET 25 NOVEMBRE

2536, Daniel Johnson, Laval
(Face au Carrefour Laval)

GOLF USA

LE SPECIALISTE DU GOLF

Les jeunes entrepreneurs du Québec se donnent rendez-vous au Sommet

Sommet
de la jeune entreprise
du Québec

les 25 et 26 novembre 1995
Le Centre Sheraton

1201, boul. René-Lévesque O., Montréal

- des ateliers de formation; une séance multimédia interactive sur les tendances du futur
- un Sommet... pour s'exprimer, s'encourager et tisser des liens d'affaires
- un Sommet... pour faire le point et agir
- un souper-gala... en jeans, avec l'humoriste Claudine Mercier

Prix (du samedi 9h15 au dimanche 14h00):
120,00\$ + taxes (136,75\$)
Pour informations et inscription:
1 (819) 868-SAJE

Souper-gala en jeans

Gens d'affaires, rejoignez-vous aux jeunes entrepreneurs le samedi 25 novembre dès 18h30
Prix souper-gala : 95,00\$ + taxes (108,26\$)

Association des Services d'aide aux jeunes entrepreneurs du Québec

Gouvernement du Québec
Ministère du Conseil exécutif
Secrétariat à la jeunesse

Gouvernement du Québec
Ministère de l'Industrie, du Commerce,
de la Science et de la Technologie

imago

La Presse

La Chambre de commerce canado-suisse vous invite à son
COCKTAIL DE PROMOTION
"EXPOSITION"
le mardi 21 novembre
de 17 h à 20 h
au Westin Mont-Royal,
1050, rue Sherbrooke Ouest
ENTRÉE GRATUITE

DEL REY
Cal. - Ital.
• Réservez pour vos parties des fêtes
• Stationnement gratuit après 17h.
(entrée Metcalfe)
1455, rue Peel (Les Cours)
282-0877

PRENEZ UN LUNCH DE 30 HEURES.

Profitez du temps des fêtes pour prendre de longs lunches en bonne compagnie. Pendant 10 jours seulement, soit du 11 au 15 et du 18 au 22 décembre, Moishes ouvre ses portes pour le lunch, de 11h45 à 14h45. Vous le méritez bien !

Moishes

3961, boul. St-Laurent, Montréal. Tél.: 845-3509

SPÉCIAUX DE NOVEMBRE

1995 BMW 318iS <i>Démo</i> Rouge / tissu anthracite, groupe 1, appuie-bras avant, reste de la garantie du manufacturier, 3 900 km.	1995 BMW 318iS <i>Démo</i> Noir jet, tissu anthracite, groupe 1, appuie-bras, reste de la garantie du manufacturier, 3 100 km.
---	---

Informez-vous sur notre financement pour location à 0% sur modèles sélectionnés.

1995 BMW 318i <i>Cabrio démo</i> Rouge, cuirette noire, groupe 1, appuie-bras.	1995 BMW 540iA <i>Démo</i> Noir et cuir (bison) soir et garniture en noyer, reste de la garantie du manufacturier, 10 000 km.
---	--

Faites vite!
Voyez un de nos professionnels pour plus de détails.

Canbec
4090, Jean-Talon Ouest 731-7871
1er concessionnaire BMW à Montréal depuis 25 ans.

1995 1996

Les déjeuners-causeries

Conférenciers invités

Mardi, 28 novembre
Le Centre Sheraton
Harold Greenberg
Président du conseil et chef de la direction
Astral Communications Inc.

Mardi, 5 décembre
Le Méridien Montréal
Monique Lefebvre
Présidente-directrice générale
Centre de recherche informatique de Montréal

Réservations :
Ghislaine Larose
Téléphone : (514) 711-4001
Télécopieur : (514) 871-1255

Billet :
46 \$ membre
53 \$ non-membre

Carnet de 10 billets :
Prévente (avant le 31 octobre) : 390 \$ (membres seulement)
Prix régulier : 415 \$ (membres seulement)
TPS (7 %) et TVQ (6,5 %) en sus

Conception graphique : **Vasco design international**

NOMINATION



L'Association des MBA du Québec est fière d'annoncer la nomination de M^{re} Yvon Martineau, associé principal, Martineau Walker et président du conseil d'administration, Hydro-Québec, à titre de MBA de l'année 1995.

Un gala aura lieu en son honneur le jeudi 23 novembre 1995, au Salon Ovale de l'hôtel Ritz-Carlton.

MBA
DE L'ANNÉE

BANQUE LAURENTIENNE
Notre commanditaire principal



L'usine de Monsanto à LaSalle fabrique notamment des plastiques utilisés dans les téléphones.

Bayer achète une division de Monsanto

MAURICE JANNARD

■ La société allemande Bayer a fait l'acquisition de la division des plastiques de Monsanto, une firme américaine qui a son siège social à St. Louis, au Missouri.

Le prix de la transaction est évalué à 580 millions de dollars.

Par cet accord, Bayer devient propriétaire d'installations situées en Ohio et à Springfield, Massachusetts.

La transaction inclut également les usines de l'Iowa, de la Belgique et de LaSalle, au Québec. Ces trois établissements continueront d'être gérés par Monsanto pour le compte de Bayer.

Le directeur de l'usine de ville LaSalle, M. Richard Brière, a déclaré hier à *La Presse* que le secteur des plastiques représente de 35 à 40 p. cent de la production totale de cette installation. L'usine fabrique aussi des additifs pour plusieurs industries et des herbicides.

Le dirigeant a affirmé que les produits de plastique continueront d'être fabriqués par Monsanto pour le compte de Bayer.

« Les employés continueront d'être à l'emploi de Monsanto, a dit M. Brière. Il n'y aura pas de changement pour les employés. »

Celui-ci a précisé que Monsanto avait fait part de son intention de se départir de sa division des plastiques il y a deux mois. Bayer a été choisi parmi une liste de plusieurs soumissionnaires.

« Les plastiques de Monsanto ajouteront à l'ensemble des produits de Bayer, qui est plus complet », a-t-il ajouté.

Les plastiques fabriqués au Québec sont utilisés notamment dans les appareils de téléphone, les ordinateurs et l'industrie automobile.

Les tuyaux ABS de Monsanto sont produits ailleurs.

Le directeur de l'usine de LaSalle a indiqué qu'il devrait y avoir une plus grande synergie entre les installations de Bayer et celles de Monsanto. A long terme, M. Brière ne peut dire s'il y aura une rationalisation de l'effectif.

La société Bayer est un conglomerat géant diversifié dans les produits pharmaceutiques et chimiques. A l'échelle mondiale, ses ventes atteignent 26 milliards de dollars américains et elle compte 143 000 employés.

Aux États-Unis, la firme allemande est représentée par Bayer Corporation, située à Pittsburgh.

La loyauté des acheteurs, défi des années 90

Presse Canadienne
TORONTO

■ Cela pourrait s'intituler le défi Pepsi des années 1990, sauf qu'il s'adresserait à toutes les grandes marques, de Coca-Cola à Lipton.

Les Canadiens se montrent de plus en plus sélectifs dans leurs achats, ce qui pourrait laisser présager de mauvaises nouvelles pour les marques de prestige qui essaient de capitaliser depuis des décennies sur leur nom.

Certains experts soutiennent que les compagnies prennent peur et font tout en leur pouvoir pour attirer vers eux des consommateurs échaudés par la récession.

« Vous avez besoin de l'extra, de la valeur ajoutée », a déclaré lors d'une conférence sur le marketing Thomas Miller, rédacteur en chef du Roper Reports, une publication qui suit l'évolution des goûts des consommateurs et des mouvements de l'opinion publique.

« Vous devez offrir quelque chose de plus que le consommateur désire. »

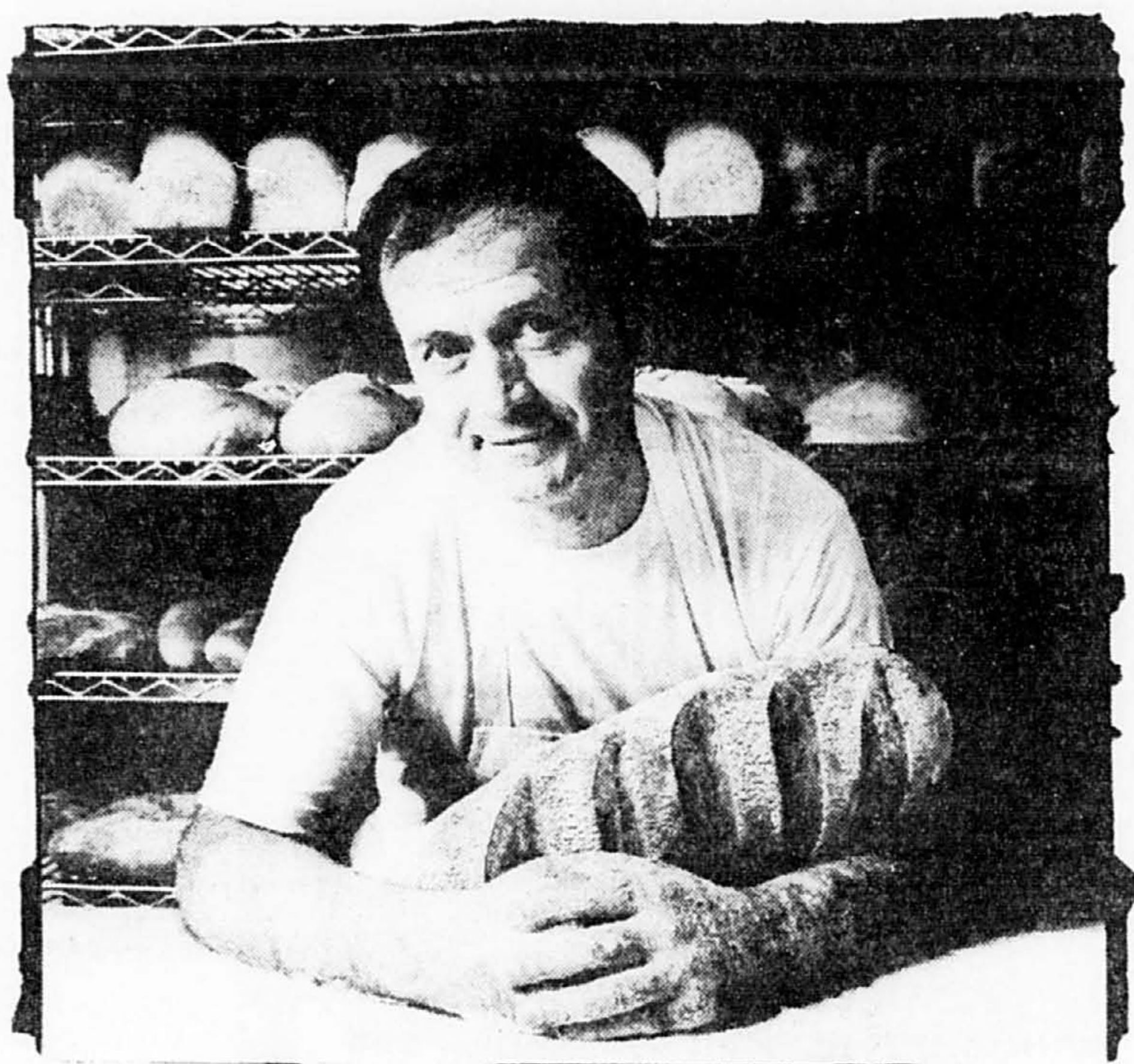
Il prend pour exemple la compagnie Marlboro, qui a instauré un programme de prime à la loyauté pour ses acheteurs. Coca-Cola Classic a ajouté une image et de la nostalgie à son produit en revenant aux bouteilles à l'ancienne. Wal-Mart mise pour sa part sur un vaste choix et sur le service, a-t-il expliqué.

Ce ne sont cependant pas tous les experts qui estiment que la fidélité à la marque est menacée par une période économique plus difficile.

John Williams du groupe J.C. Williams a soutenu au cours d'une entrevue réalisée après la conférence que les gens qui ont moins d'argent ont tendance à consommer de façon plus intelligente, et que cela peut encourager la fidélité.

« Les consommateurs sont plus enclins à tirer parti des rabais offerts pour entreposer de larges quantités de leur produit préféré, développe-t-il. Ils achètent des produits de marque plus que jamais. »

En fait, lorsque les consommateurs sont confrontés à des temps plus durs, ils ont davantage tendance à se rabattre sur des produits qu'ils connaissent parce qu'ils sont sûrs de ce qu'ils achètent, a affirmé un autre spécialiste.



« Investir, c'est du gâteau! »

« Il n'y a pas si longtemps, le marché boursier m'intimidait. J'y avais perdu de l'argent une fois et je m'étais dit que ce monde n'était pas à ma portée. Mais je me trompais. »

« C'est là qu'une de mes amies m'a mis en contact avec une représentante de la Banque Scotia. Très courtoise, celle-ci m'a fait comprendre qu'en matière de placement comme ailleurs, il n'y a pas de recettes toutes faites. De simples indications peuvent aider à faire toute la différence. »

« D'abord, elle a suggéré que nous élaborions, ensemble, un plan qui dresse un portrait de ma situation, en considérant mon âge, mes revenus et dépenses annuels, de même que mon niveau de vie actuel et celui que je souhaite avoir plus tard. À partir de ce plan, nous avons pu fixer des objectifs financiers réalistes. »

« Ensuite, nous avons utilisé l'outil financier Stratégie de placements Scotia qui présente des portefeuilles types que l'on peut adapter à notre situation personnelle. Ainsi, nous avons pu constituer un portefeuille de placements diversifié où

mes avoirs sont répartis comme je le veux, en tenant compte de mes objectifs et de mon degré de sensibilité au risque. »

Si vos placements ne semblent pas donner les résultats escomptés, passez voir un de nos conseillers. En sa compagnie, vous pourrez faire la connaissance de la famille des *Fonds communs de placement Excelsior Scotia*, laquelle est considérée comme un excellent moyen de diversifier vos avoirs.

Les *Fonds Excelsior Scotia* vous offrent la possibilité d'investir dans des obligations et des actions au Canada et à l'étranger, ainsi

que dans des titres hypothécaires canadiens de qualité, des instruments à court terme ou dans une combinaison de ces véhicules de placement. Tous ces placements sont admissibles dans un REER. La Banque Scotia met également à votre disposition une vaste gamme de certificats de placement garanti.

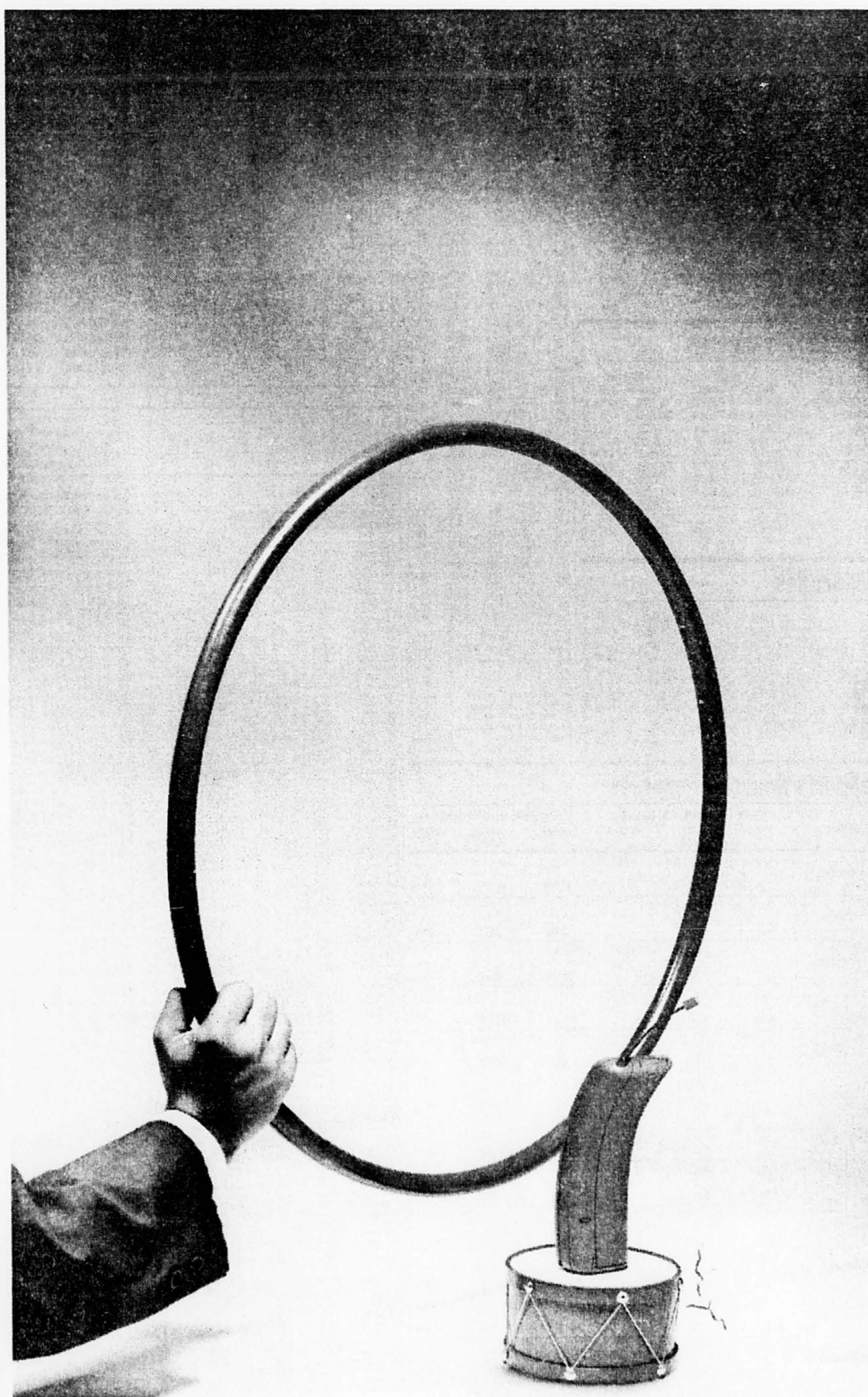
En vous familiarisant avec une approche qui a fait ses preuves, vous ne pourrez que constater à quel point investir, c'est du gâteau!

Des placements à votre image.

Banque Scotia



LA COMMUNICATION SANS FIL A PLUS D'UN TOUR DANS SON SAC...



Vous pensiez avoir fait le tour de toutes les possibilités de votre téléphone cellulaire? Voilà que le monde de la communication sans fil a de nouvelles choses à vous montrer.

Les SCP, ou Services de Communications Personnelles, constituent un pas de géant vers le futur. Une avalanche de nouvelles technologies et applications des SCP déferlera bientôt sur le Canada.

En fait, les utilisations possibles des SCP sont illimitées. Afin de développer de nouvelles applications, nous avons créé un fonds spécial de 135 millions de dollars pour investir dans les PME canadiennes et la recherche en laboratoires universitaires et publics. Pour en connaître davantage à ce propos, appelez-nous au 1 800 230-5521.

Dans un an, tout sera possible! Voici un bref survol des nombreuses utilisations des SCP.

Votre client et vous, parlez une langue différente. En utilisant la base de données à distance par SCP, offrant des services de traduction en temps réel, votre conversation est traduite de façon simultanée. L'entente est conclue!

Peu après votre départ pour des vacances bien méritées, vous recevez un message par SCP, du système informatisé de contrôle de l'air de votre demeure. La température de la cuisine augmente de façon inquiétante. Vous revenez à la maison et réalisez que vous avez oublié d'éteindre le four.

En route vers un rendez-vous important, un message d'alarme par SCP vous informe d'un embouteillage sur votre parcours habituel et vous suggère un autre itinéraire afin que vous puissiez arriver à temps.

Chez Mobilité Canada, nous croyons fermement en l'avenir des SCP. Un avenir dans lequel nous investirons 2,6 milliards de dollars pour la conception d'un réseau national. Un avenir dans lequel seront judicieusement intégrées les structures déjà existantes et les nouvelles technologies de communication sans fil.

Et, bien entendu, un avenir dans lequel la communication sans fil sera capable d'accomplir tellement de choses, qu'elle n'aura pas à faire de drôles de trucs pour se faire remarquer...

T O U T E S T P O S S I B L E

Mobilité CANADA

BC TEL MOBILITY • AGT MOBILITY • SASKTEL MOBILITY • MTSMOBILITY • THUNDER BAY CELLULAR MOBILITY • BELL MOBILITÉ
QUÉBECTEL MOBILITÉ • ISLANDTEL MOBILITY • NB TEL MOBILITÉ • MT&T MOBILITY • NEWTEL MOBILITY

Écono-flashes

DIAGNOCURE : INVESTISSEMENT DE SIX MILLIONS

■ DiagnoCure vient de conclure un investissement totalisant six millions avec Sofinov (filiale de la Caisse de dépôt et placement), LBG Capital et la Société Innovatech Chaudières-Appalaches. Ces partenaires désirent investir dans des entreprises de haute technologie qui présentent un excellent potentiel de rendement et de croissance. Basée dans la région du Québec métropolitain, DiagnoCure entend se consacrer principalement au diagnostic et au traitement du cancer, plus particulièrement les formes de cancer qui touchent l'appareil uro-génital (vessie, prostate, rein, sein, col utérin). Véritable alliance entre chercheurs et entrepreneurs, DiagnoCure compte sur une équipe multidisciplinaire pour veiller au cycle de vie des produits, de la recherche fondamentale à la mise en marché. DiagnoCure entend s'adjoindre des chercheurs de haut niveau, provenant de l'industrie et d'universités nord-américaines, européennes et asiatiques. La société, qui investira dans les technologies de pointe, prévoit que d'ici cinq ans, 80 % de son chiffre d'affaires proviendra du marché international.

SITQ ET AARON CONCLUENT UNE ENTENTE DE PARTENARIAT

■ Dans le cadre de la stratégie de diversification géographique de son portefeuille à l'étranger, la SITQ Immobilier a récemment conclu une entente avec le Groupe Aaron pour investir en France et elle a déjà réalisé un investissement d'environ 42 millions. Cet investissement a permis à la société de faire l'acquisition de 50 % du parc industriel les Docks de St-Ouen, un ensemble intégré de bâtiments industriels d'une superficie de 538 400 pieds carrés appartenant au Groupe Aaron. L'entente repose sur un partenariat à long terme dont le but principal est de constituer un portefeuille immobilier dans le secteur industriel et d'atteindre un niveau de rendement optimal. La SITQ Immobilier prévoit faire d'autres investissements avec ce partenaire au cours des trois prochaines années. Les bâtiments industriels seront achetés en part égale avec le Groupe Aaron, qui œuvre dans le domaine de l'immobilier depuis quarante ans et exclusivement dans le secteur industriel depuis dix ans. Le Groupe possède un portefeuille immobilier d'une valeur de plus de 300 millions.

AZURA : GESTION REGROUPEE

■ La Société Financière Azura vient de signer une entente de distribution des Fonds regroupés Azura avec trois réseaux de distributions majeurs au Québec. Cette force de vente est composée de plus de 250 courtiers provenant de La Société Financière Courvie, Plani-Gestion Quatre-Saisons et Nadeau, Provender & Associés. Les épargnants pourront ainsi acquérir des parts dans l'un ou l'autre des trois Fonds regroupés Azura : Conservateur, Équilibre et Croissance.

THOMSON : ACQUISITIONS ONÉREUSES

■ Le bénéfice d'exploitation de Thomson a augmenté de six p. cent au cours de la période de neuf mois terminée le 30 septembre, mais son bénéfice net, lui, a été grugé à cause des coûts de financement d'acquisitions. La société torontoise, propriétaire notamment du Globe and Mail, a enregistré pendant cette période un bénéfice d'exploitation de 532 millions US comparativement à 501 millions l'an dernier, mais son bénéfice net est passé de 304 à 292 millions. Thomson a dépensé 234 millions en acquisitions diverses. Thomson décidait récemment de se concentrer davantage sur l'édition électronique et spécialisée, vendant son holding de quotidiens en Europe, en plus de 21 de ses quotidiens canadiens et 25 américains.

STRUCTURES AURIFÈRES SUR BARRY

■ Explorations Minières du Nord confirme l'identification de quatre structures porteuses d'or sur sa propriété du canton Barry, sis à une centaine de kilomètres à l'Est de Lebel-sur-Quévillon. Au total, onze trous de forage ont été complétés dans le cadre de la phase I du programme de forages, afin de répertorier les meilleures anomalies susceptibles d'être forcées plus en détail lors de la phase II. Totalisant environ 2 000 mètres de forage, cette seconde phase devrait débuter dès mardi pour se poursuivre jusqu'au 15 décembre prochain.

ENVIROSITE À SHERBROOKE

■ Profitant d'une aide financière de 1,6 million de la part du gouvernement québécois, Envirosite implantera un Centre de démonstration de technologies environnementales dans le TechnoParc de Sherbrooke. Ce projet, dont le coût est évalué approximativement à 3,2 millions, vise à favoriser l'aménagement et à encourager l'utilisation d'infrastructures spécialement adaptées pour des chercheurs, des promoteurs et des utilisateurs de technologies environnementales au Québec. Il s'agit d'une société spécialisée qui offre une assistance technique, scientifique et financière au cours des différentes étapes associées à la démonstration de technologies environnementales. Elle fournit les infrastructures et les services nécessaires aux innovateurs et développeurs de technologies environnementales dans huit secteurs d'activités, notamment le traitement des eaux, le transfert et le recyclage de produits à risques.

SNC, FOURNISSEUR DU FBI

■ Les technologies industrielles SNC, filiale de SNC-Lavalin spécialisée dans les produits de défense et d'exercice, vient de signer une entente de gré à gré avec le Federal Bureau of Investigation (FBI). Ce contrat-cadre lui garantit, pour cinq ans, le droit exclusif de fournir aux 49 bureaux régionaux du FBI, ainsi qu'aux postes avancés de Hawaï, de Porto Rico et de l'Alaska, un système d'exercice conçu par sa division Simunition. Cette division est reconnue comme un leader mondial dans le domaine des munitions d'exercice. Le FBI a contribué à la phase initiale de développement du système d'exercice. Une première commande d'une valeur de 450 000 US a déjà été placée, dans le cadre de cette entente, par le siège social de Washington.

BOULES DE CRISTAL DE DESJARDINS

■ Même si l'économie canadienne continue de montrer des signes de faiblesse, il est relativement peu probable que la Banque du Canada décide, dans un avenir rapproché, d'abaisser sa fourchette d'intervention une nouvelle fois depuis la baisse du 31 octobre qui l'avait amenée de 6-6,5 % à 5,75-6,25 %, estime le Mouvement Desjardins. Car pour ce qui est de l'économie, les statistiques des dernières semaines au niveau du taux de chômage, de la création d'emplois, des permis de construction et des mises en chantier résidentielles sont soit neutres ou négatives. Seul l'indicateur avancé a montré des signes plus encourageants. Celui-ci a grimpé de 0,1 % en octobre, la première hausse depuis mars dernier. Dans le contexte global, selon Desjardins, il est possible de croire que la banque centrale canadienne veuille baisser encore davantage les taux d'intérêt, afin de stimuler la demande intérieure qui est toujours très faible.

L'APCHQ ET LE PROGRAMME RÉNOVE

■ L'Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec garantira les travaux de rénovation effectués dans le cadre du programme RénoVe. Ce faisant, elle appuie sans réserve le gouvernement et la Société d'habitation du Québec, qui viennent d'annoncer que tous les travaux subventionnés par RénoVe devront obligatoirement être garantis par un programme reconnu comme celui de l'APCHQ. L'APCHQ estime que cette expérience-pilote du gouvernement va permettre de diminuer le travail au noir dans la rénovation de deux façons. D'abord, l'obligation d'être accrédité à un programme de garantie devrait permettre aux entreprises qui sont professionnelles de faire valoir leur professionnalisme. Ensuite, la garantie elle-même ajoutée à l'officialité de la transaction, ce qui décourage les consommateurs de payer sous la table.

PIERRE BELLEMARE

Singapore Airlines commande 34 appareils Boeing 777

Agence France-Presse

SINGAPOUR

■ Avec une commande ferme de 34 appareils Boeing 777 (plus 43 en option) par Singapore Airlines, le constructeur aéronautique américain Boeing a véritablement lancé son nouvel avion moyen courrier et, en plus, marqué des points face à son concurrent européen Airbus.

Le vice-président de la stratégie et des produits de Boeing, Jorge Boeskov, a estimé mardi à Dubai que « le concept du B777, dans toutes ses versions, est réellement lancé aujourd'hui ». S'exprimant dans le cadre du salon aéronautique de Dubai, M. Boeskov s'est félicité de la signature du contrat avec une compagnie qui est à la fois « très bonne sur le plan économique et performante sur le service ».

Au total, le montant du contrat est de 12,7 milliards de dollars pour les 77 appareils. Les 34 commandes fermes égalent le record détenu par la compagnie américaine United Airlines, qui avait été la première, il y a 5 ans, à acheter le B777 dont huit exemplaires volent aujourd'hui (7 sous les couleurs de United et un sous celles de British Airways).

Le coup est dur pour Airbus Industrie qui pensait décrocher ce contrat avec ses A350, d'autant que le consortium européen disposait au départ d'un avantage sur le prix. « Nous sommes déçus, mais nous respectons les choix de la Singapore Airlines (SIA) qui est un de nos clients les plus importants », a déclaré un porte-parole d'Airbus Industrie à Toulouse (la SIA a une commande en cours portant sur 37 A340).

Le directeur de la SIA, Cheong Choong Kong, a reconnu que les offres ont été très proches et la décision difficile à prendre. « Nous avons passé beaucoup de temps à étudier les options et à en discuter avec les fabricants ».

Du côté des perdants, on a jugé mardi que « les pressions politiques » avaient pris le pas sur les considérations purement commerciales.

Le dollar

(PC) - Le dollar canadien a clôturé à 73,83 cents US mercredi en baisse de 0,09 cent. Le dollar américain fermait à 1,3544 \$ CAN, en hausse de 0,16 cent.

La livre sterling clôturait à 2,1093 \$ CAN, en hausse de 0,03 cents et à 1,5574 US, en baisse de 0,16 cent.

Ces cours sont fournis par la Banque de Montréal

L'argent

Les courtiers londoniens ont baissé mercredi le prix de l'argent de \$ 0,03 cents américains par rapport à l'ouverture de la veille. Mercredi \$5,36 MONTREAL - Handy & Harman évaluait mercredi le prix de l'argent canadien à \$7,362 l'once troy. NEW YORK - Handy & Harman évaluait le prix de l'argent américain mercredi à \$5,340 l'once troy.

Les bourses étrangères

	Auj.	Hier	Haut	52 sem.
Amsterdam (AEX)	459.01	458.82	472.72	388.33
Bruxelles (Bel-20)	1446.64	1432.46	1491.39	1271.53
Frankfurt (dax)	2186.17	2197.29	2317.01	1910.96
Hong Kong	9431.38	9407.37	10009.28	6967.93
Londres (FT300)	2611.10	2604.2	2666.5	2238.3
Londres (FT100)	3571.4	3547.9	3593.0	2954.2
Milan (mib)	9065	9006	10911	8912
Paris (cex)	1875.18	1838.21	2017.27	1721.14
Sydney (ao)	2110.3	2124.6	2166.0	1823.3
Tokyo (mdj)	17682.74	17602.51	19723.06	14507.17
Zurich (smi)	3124.8	3133.0	3150.1	2426.6

Les dividendes

	TAUX	PAIEMENT	ENREG.
Ametek Inc.	0.15 tr/m	02-01-96	15-12-95
Bowater Inc.	0.15 tr/m	02-01-96	11-12-95
Geico Corp.	0.27 tr/m	27-12-95	15-12-95
Harsco Corp.	0.38 tr/m	15-02-96	04-01-96
Johnson Controls	0.41 tr/m	02-01-96	08-12-95
Marion Capital Hlgs	0.18 tr/m	15-12-95	30-11-95
Modem Controls	0.06 tr/m	16-02-96	02-02-96
Raymond James Finl	0.095 tr/m	02-01-96	11-12-95
Sigma-Aldrich	0.11 tr/m	02-01-96	15-12-95
Wiser Oil	0.10 tr/m	06-12-95	29-11-95

Les rapports financiers express

Eicon Technology (technologie) Mont.Qué. 1er trim. 30 Sept.	25 C. nil	2 884 C. 0.09	-99 %
Stella-Jones Inc. (manuf de bois) Mont.Qué. 1er trim. 300 sept.	786 C. 0.08	716 C. 0.07	+10 %
BioChem Pharma (prod. chimique) Laval,Qué. 9mois 30 sept.	(8,497) C. (0.18)	(9,972) C. (0.21)	—
Mazarrin Inc. (indus. minière) Qué,Qué 1er sem. 30 sept.	2,400 C. 0,06	1,800 C. 0,05	+33 %
Leon's Furniture (comm. de détail) Tor.Ont. 9mois 30 sept.	10,532 C. 0,51	9 178 C. 0,44	+15 %
Nortgate Exploration (mines) Tor.Ont. 9mois 30 sept.	4,081 C. 0,14	360 0,01	+1,034 %
Hawker Siddeley (indus aéronautique)Tor. Ont 9mois 30 sept.	(36,200) C. (4,51)	(16,400) C. (2,07)	—
Dennan Industries (soc. de gestion) Tor.Ont. 9mois 30 sept.	26,297 C. 1,38	1,885 C. (0,08)	+1,295 %
Tritech Precision (moulage de métaux)Tor.Ont. 9mois 30 sept.	5,715 C. 0,93	4,370 C. 0,83	+31 %
Burd Canada (pièces d'auto) Kitchener,O. année 30 sept.	3,300 C. 0,89	(8,800) C. (2,33)	—
Global Stone (métaux) Oakville,Ont. année 30 sept.	5,781 C. 0,27	4,256 C. 0,25	+36 %
Alco Litec (maisons préf.) Cal.Alb. 9mois 30 sept.	56,400 C. 1,35	48,400 C. 1,02	+17 %
Paragon Petroleum (pétroles) Cal.Alb. 9mois 30 sept.	1,163 C. 0,05	1,361 C. 0,07	-15 %
CS Resources (pétroles) Cal. Alb. 9mois 30 sept.	5,421 C. 0,27	2,931 C. 0,15	+85 %
Ballistic Energy (pétroles / gaz nat.) Cal.Alb. 9mois 30 sept.	4,168 C. 0,22	3,490 C. 0,28	+19 %
Canadian National (transport) Cal. Alb. 9mois 30 sept.	(1,108,000) C. n.d.	186,000 C. n.d.	—
Mark Resources (pétroles & gaz nat.) Cal,Alb. 9mois 30 sept.	863 C. 0,02	6,264 C. 0,18	-86 %
Circle K Corp. (alimentation) Richmond,Virg. 1er sem. 31 oct.	21,796 0,86	10,308 0,56	+111 %

Les devises

(PC) - Voici les taux des devises étrangères, toutes mercredi par la Banque de Montréal. Les cotes sont en devises canadiennes; les taux sont qualifiés de nominaux car ils fluctuent durant la journée et valent d'une banque à l'autre.

	Unité	Bas	Clôt.	Var.
Marché (XXM)	220,11	2209,35	2215,69	-8,46
Marché bancaire (XCB)	227,10	stab.		
Hydrocarbures	1643,05	-2,27		
Mines et Métaux	2954,44	-12,15		
Produits forestiers	2748,73	-143,30		
Biens d'équipements	2109,08	+9,06		
Services publics	1921,21	-8,63		

Faits saillants: Mercredi 414 425, Mardi 110 110, Gains 191 175, Pertes 113 140, Inchangées Hauts 95 5, Bas 95 1 7

Valeurs les plus actives: La Banque Toronto-Dominion 45 410 24/4, Donohue A 316 016 18/4, Thomson Corp. 311 726 18/4, Rogers Canal B 298 500 29/4, Commun Satellite 298 900 10

Indices Dow Jones: Haut 4939,73, Bas 4835,69, Clôt. 4922,75, Var. +50,94

20 Transports 1985,51, 1949,20, 1966,86, -5,85

15 Serv. pub. 214,74, 211,71, 214,34, +1,84

65 Composés 1653,52, 1621,15, 1644,28, +9,27

Faits saillants: Mercredi 3 063 3 043, Gains 1 203 934, Pertes 1 042 1 336, Inchangées 818 773, Hauts 95 105, Bas 95 36 48

Valeurs les plus actives: Micron Tech. 7 773 000 56/4, Gen Motors 7 715 200 46/4, Lexmark Int. 5 858 100 21/4, Motorola inc. 5 300 900 63/4, K mart 4 841 400 7/4, US West Comm. 3 956 800 30/4, USAir Grp 3 857 500 10/4

Indices Dow Jones: Haut 4939,73, Bas 4835,69, Clôt. 4922,75, Var. +50,94

20 Transports 1985,51, 1949,20, 1966,86, -5,85

15 Serv. pub. 214,74, 211,71, 214,34, +1,84

65 Composés 1653,52, 1621,15, 1644,28, +9,27

Faits saillants: Mercredi 3 063 3 043, Gains 1 203 934, Pertes 1 042 1 336, Inchangées 818 773, Hauts 95 105, Bas 95 36 48

Valeurs les plus actives: Micron Tech. 7 773 000 56/4, Gen Motors 7 715 200 46/4, Lexmark Int. 5 858 100 21/4, Motorola inc. 5 300 900 63/4, K mart 4 841 400 7/4, US West Comm. 3 956 800 30/4, USAir Grp 3 857 500 10/4

Indices Dow Jones: Haut 4939,73, Bas 4835,69, Clôt. 4922,75, Var. +50,94

20 Transports 1985,51, 1949,20, 1966,86, -5,85

15 Serv. pub. 214,74, 211,71, 214,34, +1,84

65 Composés 1653,52, 1621,15, 1644,28, +9,27

Faits saillants: Mercredi 3 063 3 043, Gains 1 203 934, Pertes 1 042 1 336, Inchangées 818 773, Hauts 95 105, Bas 95 36 48

Valeurs les plus actives: Micron Tech. 7 773 000 56/4, Gen Motors 7 715 200 46/4, Lexmark Int. 5 858 100 21/4, Motorola inc. 5 300 900 63/4, K mart 4 841 400 7/4, US West Comm. 3 956 800 30/4, USAir Grp 3 857 500 10/4

Indices Dow Jones: Haut 4939,73, Bas 4835,69, Clôt. 4922,75, Var. +50,94

20 Transports 1985,51, 1949,20, 1966,86, -5,85

15 Serv. pub. 214,74, 211,71, 214,34, +1,84

65 Composés 1653,52, 1621,15, 1644,28, +9,27

Faits saillants: Mercredi 3 063 3 043, Gains 1 203 934, Pertes 1 042 1 336, Inchangées 818 773, Hauts 95 105, Bas 95 36 48

Valeurs les plus actives: Micron Tech. 7 773 000 56/4, Gen Motors 7 715 200 46/4, Lexmark Int. 5 858 100 21/4, Motorola inc. 5 300 900 63/4, K mart 4 841 400 7/4, US West Comm. 3 956 800 30/4, USAir Grp 3 857 500 10/4

Indices Dow Jones: Haut 4939,73, Bas 4835,69, Clôt. 4922,75, Var. +50,94

20 Transports 1985,51, 1949,20, 1966,86, -5,85

15 Serv. pub. 214,74, 211,71, 214,34, +1,84

65 Composés 1653,52, 1621,15, 1644,28, +9,27

Faits saillants: Mercredi 3 063 3 043, Gains 1 203 934, Pertes 1 042 1 336, Inchangées 818 773, Hauts 95 105, Bas 95 36 48

Valeurs les plus actives: Micron Tech. 7 773 000 56/4, Gen Motors 7 715 200 46/4, Lexmark Int. 5 858 100 21/4, Motorola inc. 5 300 900 63/4, K mart 4 841 400 7/4, US West Comm. 3 956 800 30/4, USAir Grp 3 857 500 10/4

Indices Dow Jones: Haut 4939,73, Bas 4835,69, Clôt. 4922,75, Var. +50,94

20 Transports 1985,51, 1949,20, 1966,86, -5,85

15 Serv. pub. 214,74, 211,71, 214,34, +1,84

65 Composés 1653,52, 1621,15, 1644,28, +9,27

Faits saillants: Mercredi 3 063 3 043, Gains 1 203 934, Pertes 1 042 1 336, Inchangées 818 773, Hauts 95 105, Bas 95 36 48

Valeurs les plus actives: Micron Tech. 7 773 000 56/4, Gen Motors 7 715 200 46/4, Lexmark Int. 5 858 100 21/4, Motorola inc. 5 300 900 63/4, K mart 4 841 400 7/4, US West Comm. 3 956 800 30/4, USAir Grp 3 857 500 10/4

9

© 2006 The Authors
Journal compilation © 2006 Blackwell Publishing Ltd

[illegible]

References

	Prix	Rent
1	100	100
2	100	100
3	100	100
4	100	100
5	100	100
6	100	100
7	100	100
8	100	100
9	100	100
10	100	100
11	100	100
12	100	100
13	100	100
14	100	100
15	100	100
16	100	100
17	100	100
18	100	100
19	100	100
20	100	100
21	100	100
22	100	100
23	100	100
24	100	100
25	100	100
26	100	100
27	100	100
28	100	100
29	100	100
30	100	100
31	100	100
32	100	100
33	100	100
34	100	100
35	100	100
36	100	100
37	100	100
38	100	100
39	100	100
40	100	100
41	100	100
42	100	100
43	100	100
44	100	100
45	100	100
46	100	100
47	100	100
48	100	100
49	100	100
50	100	100
51	100	100
52	100	100
53	100	100
54	100	100
55	100	100
56	100	100
57	100	100
58	100	100
59	100	100
60	100	100
61	100	100
62	100	100
63	100	100
64	100	100
65	100	100
66	100	100
67	100	100
68	100	100
69	100	100
70	100	100
71	100	100
72	100	100
73	100	100
74	100	100
75	100	100
76	100	100
77	100	100
78	100	100
79	100	100
80	100	100
81	100	100
82	100	100
83	100	100
84	100	100
85	100	100
86	100	100
87	100	100
88	100	100
89	100	100
90	100	100
91	100	100
92	100	100
93	100	100
94	100	100
95	100	100
96	100	100
97	100	100
98	100	100
99	100	100
100	100	100

AV	35.00	0.01	0.10	0.05	60	93	JA	25.00	6.50	7.00	60	60	60.00	P	4.40	4.90	4.40	5	55	Now Corp. Cdn	18.00	P	1.00	1.20	Ontario	7.50	7.50	24	90	11	6.42
DC	35.00	0.30	0.50	0.50	5	930		25.00	P	0.75	1.10	21	DC	11.00	0.50	0.65	0.60	10	10	Matheson Corp. Cdn	AP	10.00	1.40	1.60	1.55	10	12				

200 titres au comptant
(DE TORONTO)

TORONTO (PC) — 15 nov les acti

[illegible]

46
72

MARCHÉ DE LONDRES PRIX EN

68
52

FERMETURE
CURVE (continued)

34.00 P 2.30 2.75	87	18.00	2.10	2.60	20	12.00	3.37	3.73	4.10	35	40	37.50 P 0.15 0.25 0.10	10	97	30.00 P 1.45 1.95	69	Heartlink	25000	0.65	0.65	0.65	Starlink	12000	0.30	0.30	0.30	0.30
36.00 18.82 19.12	88	18.00	2.10	2.60	20	12.00	3.15	0.30	0.45	10	10	35.00	2.10	2.50	10	Heartlink	5000	0.13	0.13	0.13	Star Group	5000	0.08	0.08	0.08		

a terme	1663-1
15 mois	1742-1

comptant	8235.6
----------	--------

[illegible]

La privatisation imminente du CN soulève l'enthousiasme des investisseurs

Presse Canadienne

■ Le Canadien National, qui deviendra demain une entreprise privée alors que ses 76,2 millions d'actions seront mises en vente, a enregistré un profit de 81 millions \$ au cours du troisième trimestre de 95.

Au troisième trimestre l'an dernier, les profits avaient été de l'ordre de 86 millions \$.

Ces chiffres, rendus publics hier, confirment les données déjà divulguées il y a un mois et qui ont permis aux dirigeants du CN de se livrer à une vaste opération de promotion de la privatisation.

Au total, pour les trois premiers trimestres de 95, le CN dégage un bénéfice d'exploitation de 332 millions \$, une baisse de 3 pour cent par rapport à 1994.

Le CN clôt quand même l'exercice de ces trois trimestres avec une perte nette de 1,1 million \$ en raison de la dévaluation de 1,3 million \$ qu'elle a fait subir au deuxième trimestre à ses actifs ferroviaires dans l'Est canadien.

Engouement

La privatisation du CN, à quelques heures de sa mise en application, soulève par ailleurs un enthousiasme certain chez les investisseurs.

On sait ainsi que les actions du CN se vendront entre 25,50 \$ et 27,50 \$, une hausse par rapport au prix de départ qui devait se fixer entre 22,50 \$ et 25,50 \$, expliquait mardi un porte-parole de Nesbitt Burns, l'un des principaux placeurs dans cette opération.

Cet engouement signifie un surplus immédiat de plusieurs millions de dollars pour le gouvernement fédéral, qui devrait encaisser plus de 2 milliards \$ au terme de cette privatisation.

Ottawa a également déterminé mardi la façon dont la vente des actions du CN sera répartie entre les investisseurs canadiens et américains. Les courtiers canadiens obtiendront d'abord 20 pour cent des actions afin de les revendre à des investisseurs individuels.

Des 80 pour cent d'actions restantes, la moitié iront à des investisseurs institutionnels canadiens, comme les fonds de pension, et l'autre moitié à des investisseurs étrangers.

Lorsque la privatisation du CN avait été annoncée en avril dernier, le marché avait réagi assez froidement, craignant de se faire passer un sapin. Mais à la veille de la mise en marché des actions, voilà que les courtiers du Canada et des États-Unis font la queue pour cette opération, la plus importante vente d'actions d'une même entreprise qui ait jamais eu lieu au pays.

Ce changement d'attitude serait attribuable à certaines initiatives d'Ottawa - réduction des coûts d'opération des chemins de fer, ventes séparées des actifs du CN autres que ferroviaires, etc - et à la vaste opération de promotion menée par la direction du CN.

Déménagement de CP ?

Pendant ce temps, au Canadien Pacifique, grand rival du CN, les rumeurs vont bon train selon lesquelles le siège social de la compagnie serait transféré de Montréal à Calgary. Ce transfert ferait partie d'un vaste plan de restructuration qui doit être rendu public à la fin du mois.

Le CP a déjà fait part, un peu plus tôt ce mois-ci, de son intention de réduire de 25 pour cent son budget d'administration. Des 4500 emplois administratifs de la compagnie, 1500 seraient en jeu.

Le Canada entend tailler sa juste part du marché de l'Asie-Pacifique

Presse Canadienne
OSAKA, Japon

■ Le premier ministre Jean Chrétien tentera à compter d'aujourd'hui d'assurer au Canada sa juste part au sein de la zone économique la plus active de la planète, à l'occasion d'une réunion de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique (APEC).

M. Chrétien et les leaders de 17 autres pays du groupe tenteront au cours du prochain week-end d'établir un consensus pour la mise sur pied d'un libre marché pour les 25 prochaines années dans cette région.

Les pays membres de l'APEC représentent déjà le tiers des échanges commerciaux à l'échelle de la planète et certains sont d'avis qu'ils représenteront au moins la moitié de la croissance économique mondiale au cours de la prochaine décennie.

Même sans un accord de libre-échange, les exportations canadiennes aux pays du groupe de Coopération économique Asie-Pacifique (sans compter les États-Unis) ont totalisé 12,7 milliards \$ au cours de la première moitié de la présente année, en comparaison de 8,1 milliards \$ pour l'Europe.

« La population, la croissance et les dollars de demain seront dans la région du Pacifique », a déclaré la semaine dernière le premier ministre Chrétien dans une allocution.

Selon Raymond Chan, secrétaire d'État canadien pour la région Asie-Pacifique, ce marché offre un potentiel immense aux compagnies canadiennes qui fabriquent des locomotives, des avions à réaction ainsi que de l'équipement de télécommunications.

« Leurs besoins correspondent à notre expertise », affirme M. Chan.

Les balises pour un éventuel accord de libre-échange au sein de l'Association de coopération économique Asie-Pacifique



PHOTO REUTER

L'accord australo-canadien de coopération économique et d'échanges commerciaux a été signé en présence du premier ministre australien Paul Keating et de son homologue canadien Jean Chrétien.

avaient été établies l'année dernière lors d'une rencontre à Bogor, en Indonésie. L'accord entrerait en vigueur en 2010 pour les pays développés, alors que les pays moins développés ne joindraient les rangs qu'en 2020.

Le premier ministre Chrétien et ses homologues des autres pays du groupe - qui inclut notamment les États-Unis, le Japon, la Chine et l'Australie - devraient faire part dimanche, dans un communiqué, des mesures qu'ils entendent prendre pour atteindre leurs objectifs.

Selon des représentants canadiens, la mise sur pied d'un marché de libre-échange est cruciale pour empêcher que ne se forment dans cette région de plus petits groupes de pays qui excluraient le Canada.

Un des principaux objectifs de la réunion d'Osaka sera de faire

obstacle aux velléités du Japon, de la Chine, de la Corée du Sud ainsi que de Taiwan d'exclure le riz d'un accord de libre-échange.

Même si le Canada est peu concerné par l'exportation du riz, ses représentants s'inquiètent de ce que des concessions faites à certains pays pourraient constituer un dangereux précédent.

Certaines rumeurs faisaient état la semaine dernière d'une possibilité de compromis de la part du Japon sur la question du riz. Les représentants canadiens sont confiants de rallier les autres pays récalcitrants.

Tous les pays membres de l'APEC devront faire un premier pas vers un accord de libre-échange en abaissant leurs taux tarifaires et en facilitant l'accès à leur marché. Le Canada a déjà fait sa part en ce sens en procé-

dant à 5000 réductions tarifaires en plus de quelques autres ajustements, dont l'accord ciel ouvert qui permet l'accès à son marché aux compagnies aériennes étrangères.

Par ailleurs, l'Australie et le Canada ont signé mardi un accord de coopération économique et d'échanges commerciaux, en présence du Premier ministre australien Paul Keating et de son homologue canadien Jean Chrétien, a-t-on appris de source officielle australienne.

Cet accord, qui prévoit l'extension des rapports bilatéraux, marque le centenaire des relations commerciales entre les deux pays.

Aux termes de l'accord, une commission consultative mixte au niveau ministériel sera mise en place qui se réunira une fois par an, selon la même source.

Le secteur privé va embaucher en 1996

Presse Canadienne
TORONTO

■ Avis aux chômeurs : c'est dans le secteur privé et non dans le secteur public ou parapublic que vous aurez les meilleures chances de vous trouver un emploi en 1996.

Une étude de Sobeco Ernst & Young sur les tendances en matière de rémunération rendue publique hier démontre en effet que la majorité des employeurs du secteur privé prévoient accroître leurs effectifs en 1996.

Cependant, dans le secteur public et parapublic, des compressions de personnel sont prévues pendant un certain temps encore, indique l'enquête.

Quelque 22 pour cent des entreprises privées envisagent d'augmenter leur personnel cadre en 1996, contrairement à 8 pour cent cette année, tandis que 38 pour cent prévoient augmenter leur personnel non-cadre, contre seulement 11 pour cent en 1995.

Autre signe de redressement : un moins grand nombre d'entreprises envisagent de geler leurs salaires l'an prochain. De 20 pour cent qu'elles étaient à préconiser cette mesure cette année, elles ne seront plus que 16 pour cent l'an prochain.

Les augmentations prévues seraient en moyenne de 3 pour cent pour les cadres et de 2,8 pour cent pour le personnel non-cadre, dit également l'étude.

Intitulé « Rémunération 1996 : Tendances et prévisions », le rapport est le fruit d'une enquête menée auprès d'environ 900 entreprises canadiennes regroupant quelque 840 000 employés. La majorité des participants (56 pour cent) sont des entreprises de taille moyenne, 18,3 pour cent figurent parmi les grandes entreprises de plus de 1000 employés et le quart sont de petits employeurs comptant moins de 100 employés. Le rapport est l'un des plus complets en son genre au Canada.

On y apprend aussi que le phénomène de la rémunération variable continue de croître et qu'il se démocratise - c'est-à-dire qu'il n'est plus l'apanage des seuls cadres.

Quelque 70 pour cent des membres de la haute direction des entreprises interrogées sont admissibles à des bonus. Dans le cas des employés, la proportion descend à 35 pour cent pour les employés de bureau et le personnel administratif et à 25 pour cent pour les salariés horaires.

Mais selon André Sauvé, un des auteurs de l'étude, l'écart entre les cadres et le personnel non-cadre se réduit avec les années, si bien que maintenant les bonus touchent « toutes les catégories d'emploi ».

De plus, l'importance des bonus dans l'ensemble de la rémunération est en croissance.

WonderBra

Achetez-en 2, obtenez-en 1 gratuit

Seulement chez Eaton. Jusqu'au 26 novembre.
(Et souvenez-vous, il n'y a pas de TPS* non plus, jusqu'à ce dimanche.)

Tous les soutiens-gorge WonderBra**. Achetez-en 2. Obtenez-en 1 gratuit.



**Modèles 7422, 2620, 1137, 2615 et 1219 non compris

Toute la lingerie WonderBra. Achetez 2 culottes ou hauts genre camisole. Obtenez-en 1 gratuit(e).



Tous les bas WonderBra. Achetez-en 2. Obtenez-en 1 gratuit.



L'article gratuit doit être de valeur égale ou moindre et de même nature que les 2 autres articles. Choix incomplet de modèles dans certains magasins. * Détails en magasin.

Vendus à ou par tous les magasins Eaton.
Rayons de la lingerie et des bas, 609 et 201. Venez ou composez : 284-8484

Eaton. On veut être votre magasin.

Argent remis si la marchandise ne satisfait pas.

ACTUALITÉS

« Il n'y a pas de gants, pas de preuve par l'ADN »

L'avocat de Rosemary West note l'absence de preuves tangibles

Reuter

WINCHESTER, Angleterre

■ L'avocat de Rosemary West a invité hier le jury à l'acquitter, faute de preuves de sa culpabilité dans les dix meurtres de jeunes filles qu'elle est accusée d'avoir commis avec son mari Frederick dans les années 1970 et 1980.

Le sinistre maçon de Gloucester, qui était accusé de deux meurtres supplémentaires, avait été retrouvé pendu dans sa cellule le 1^{er} janvier dernier après avoir tenté de dédouaner son épouse, qui passe pour avoir partagé ses pulsions sexuelles et macabres pour les jeunes filles.

L'accusation est persuadée que les West attireraient ensemble les jeunes filles dans leur pavillon du désormais fameux 25, Crom-

well Street, à Gloucester, pour les agresser sexuellement avant de les massacrer et de sceller leurs corps dans les murs et sols de chez eux.

Résumant 25 jours d'audiences ponctués de témoignages à glacer le sang, le procureur Brian Leveson avait déclaré mardi aux dix jurés qu'ils avaient « plongé ces dernières semaines aux fins fonds de la dépravation humaine » et ne pouvaient « croire un instant que Rose West n'a ni vu, ni entendu, ni proné le mal ».

Me Richard Ferguson, l'avocat de cette veuve de 41 ans présentée comme « retorse » par le ministère public, a pris le contrepied de ces accusations hier en invitant les jurés à résister aux sirènes qui les pressent de condamner Rosemary alors qu'aucune

preuve tangible n'a été, selon lui, produite contre elle.

Il a déclaré partager leur crainte d'avoir à expliquer à leurs proches qui n'auraient lu que les titres des journaux à sensation pourquoi ils avaient acquitté l'accusée, mais il a souligné que c'était leur devoir des jurés.

« On n'est pas ici au procès d'O.J. Simpson. Il n'y a pas de traces ensanglantées de pieds, de gants, de preuves par l'ADN, dans cette affaire », a-t-il plaidé. « On ne vous demande pas l'acquiescement malgré des preuves, mais l'acquiescement parce qu'il n'y a précisément pas de preuves », a-t-il dit.

Selon l'argumentation employée par l'avocat, Frederick West, présenté comme un « tueur sadique » qui « s'est ex-

clu du genre humain », a agi seul. Rosemary a-t-elle été complice ? « L'affirme-t-on ? Oui. En a-t-elle eu l'occasion ? Peut-être. Y en a-t-il des preuves ? Non. »

Une vingtaine de meurtres

Le président du tribunal résumera les débats aujourd'hui et le jury se retirera lundi pour délibérer après six semaines de procès.

Selon des confessions faites sous le sceau du secret par Frederick West à une assistante sociale alors qu'il était en détention, le couple West serait responsable, avec d'autres, d'une vingtaine de meurtres en plus de ceux qui lui sont imputés.

Les corps seraient enterrés dans une ferme isolée où les époux West ont vécu avant de vivre à Gloucester mais ils n'ont pas été retrouvés.



ILLUSTRATION REUTERS

Accusée d'avoir massacré dix jeunes filles en compagnie de son mari, Rosemary West a écouté hier son avocat tenter de convaincre le jury de l'acquitter. L'époux de l'accusée s'est suicidé.

En bref

UN PROCÈS PAYANT

■ Défenseurs et accusateurs d'O.J. Simpson continuent à profiter de la notoriété que leur a valu le procès pour double meurtre de l'ancien joueur de football américain. Son principal défenseur, Johnnie Cochran, devrait toucher entre 3 et 4,2 millions de dollars pour sa prochaine autobiographie *My Journey to Justice*. Un autre de ses avocats, Robert Shapiro, toucherait 1,5 million de dollars pour son livre sur « le procès du siècle ». Le principal accusateur d'O.J. Marcia Clark avait auparavant signé un contrat pour un montant record de 4,2 millions de dollars. O.J. Simpson, lui, ne trouve pas d'éditeur...

UNE TOPAZE DE SEPT KILOS

■ À l'occasion du 50^e anniversaire de son accession au trône, le roi Bhumibol Adulyadej va recevoir en cadeau la plus grosse topaze bleue découverte dans le monde. La pierre, qui lui sera offerte par l'association thaïlandaise des joailliers, pèse sept kilos et mesure 17,5 cm de large pour 12,5 cm de haut. Il faudra six mois de travail pour tailler les 950 facettes de la Siam Akara Manee (Grande Pierre de Siam), symbolisant les 50 années de règne du souverain et son neuvième rang dans la dynastie chakrie, fondée en 1782.

ARIANE : 80 DÉJÀ !

■ Le lancement de la 80^e fusée Ariane, destinée à mettre sur orbite le satellite d'astronomie infra-rouge européen ISO (Infra-Red Space Observatory) est prévu entre 22h20 et 23h05 locales jeudi (01h20 et 02h05 GMT vendredi) du Centre spatial de Kourou, en Guyane française, a confirmé en fin de matinée Arianespace à Paris. Il avait été initialement prévu dans la nuit de vendredi à samedi dernier mais avait dû être reporté quelques heures avant l'heure fixée, les spécialistes d'Arianespace doutant du bon fonctionnement d'un calculateur de bord après la mise en évidence chez la société française Matra d'un court-circuit sur un calculateur identique destiné à la 84^e Ariane.

UN CYCLISTE DANGEREUX

■ Un cycliste français qui circulait en état d'ivresse a été condamné à une peine de trois ans de prison avec sursis et 1 500 FF (415 dollars CAN) d'amende par le tribunal de Colmar (est), a-t-on appris hier de source judiciaire. Son permis de conduire a été annulé et il devra attendre six mois pour se représenter à l'examen. L'homme avait été interpellé le 16 octobre alors qu'il zigzagait sur sa bicyclette sur une route près de Colmar. Le tribunal a considéré qu'une bicyclette était un véhicule et que le comportement du cycliste mettait en danger la sécurité des autres usagers de la route comme s'il avait conduit une automobile. L'homme, déjà condamné plusieurs fois pour conduite en état d'ivresse au volant de sa voiture, avait choisi de se rendre d'un bistrot à l'autre à bicyclette pour échapper aux contrôles d'alcoolémie.

BRUXELLES SANS MENDIANTS

■ Les mendiants sont chassés depuis hier du centre de Bruxelles à la suite de l'entrée en vigueur d'un arrêté communal interdisant l'exercice de la mendicité sur le territoire de la commune de Bruxelles-ville. Selon les autorités communales, le but poursuivi par cette mesure est de lutter en priorité contre la mendicité organisée, pratiquée par des réseaux de véritables professionnels. Plusieurs villes françaises et belges ont déjà interdit la mendicité. Les associations belges qui viennent en aide aux nécessiteux estiment que la mesure a été prise en premier lieu pour cacher au public le nombre croissant de mendiants à Bruxelles.

Vente Surprise

EATON

Dès aujourd'hui et jusqu'au dimanche 19 novembre

Jusqu'à **50%** de rabais

Sélection d'articles dans tout le magasin, y compris:

25 % de rabais
sur tous les ornements,
arbres, lumières et
emballages de Noël.

Jusqu'à 40 % de rabais
Sélection de jeux
électroniques et lecteur
CD Sega.

30 % de rabais
Robes à prix courant
pour femmes.

30 % de rabais
Soutiens-gorge et culottes
Warners*.

Jusqu'à 20 %
Meubles à liquider**.

Achats en personne seulement.

25 % à 50 % de rabais
Sélection de vêtements
designer pour hommes et
femmes
(y compris 25 % de rabais
sur un choix de bijoux).

10 % de rabais
Tous les petits appareils
électriques.

**Jusqu'à dimanche seulement.
(De plus, pas de TPS dans tout le magasin,
jusqu'à dimanche seulement.)**

La sélection peut varier d'un magasin à l'autre. *Modèles 2593, 2542 et 1544 à 19.99 \$ non compris.
**Ensembles matelas-sommier Sealy non compris.



Eaton. On veut être votre magasin.